

SCIENCES PO  
Sociétés en mouvement

# *Police et manifestants*

*Maintien de l'ordre  
et gestion des conflits*

*Sous la direction de  
Olivier Fillieule  
Donatella Della Porta*



SCIENCES PO  
LES PRESSES

# *Police et manifestants*

---

*Maintien de l'ordre  
et gestion des conflits*

Sous la direction de  
Olivier Fillieule  
Donatella Della Porta

# Table des matières

SCIENCES PO  
FONDATION

Catalogage Électre-bibliographie (avec le concours des Services de documentation de la FNSP)  
Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits / Olivier Fillieule et Donatella Della Porta (dir.) – Paris : Presses de Sciences Po, 2006.  
ISBN 2-7246-0969-7  
RAMEAU :  
– Ordre public : 1990-...  
– Police : 1990-...  
– Manifestations : 1990-...  
– Mouvements antimondialisation  
DEWEY :  
– 351.52 : Administration centrale – Activités diverses de l'administration – Maintien de l'ordre public, police, censure  
– 303.5 : Processus sociaux – Conflits sociaux  
Public concerné : public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

<i>Ont contribué à cet ouvrage</i>	9
<i>Avant-propos</i>	
<i>Olivier Fillieule et Donatella Della Porta</i>	11
 <i>Introduction / VARIATIONS DE CONTEXTE ET CONTRÔLE DES MOUVEMENTS COLLECTIFS</i>	
<i>Olivier Fillieule et Donatella Della Porta</i>	17
• Caractéristiques institutionnelles et styles de police	20
• Contextes politiques et police des rues	27
• De quelques transformations récentes des règles du jeu	34

## I - POLICES OCCIDENTALES DE LA COERCITION À LA PACIFICATION ?

<i>Chapitre 1 / CONTINGENCE DU MAINTIEN DE L'ORDRE L'EXPÉRIENCE BRITANNIQUE</i>	
<i>P. A. J. Waddington</i>	43
• De la pacification du maintien de l'ordre	44
• Expliquer la contingence	54
• Retour vers le futur ?	57
 <i>Chapitre 2 / L'INSTITUTIONNALISATION DE LA CONTESTATION AUX ÉTATS-UNIS</i>	
<i>John D. McCarthy et Clark McPhail</i>	61
• Les modifications du cadre légal	63

• Les systèmes de gestion de l'ordre public	71
• La transformation des groupes protestataires	76
• Conclusion	80

**Chapitre 3 / DU POUVOIR D'INJONCTION AU POUVOIR D'INFLUENCE ?  
LES LIMITES DE L'INSTITUTIONNALISATION**

<i>Olivier Fillieule</i>	85
• Transformation des modalités d'exercice de la contrainte	88
• Tenir la rue, tenir les rangs	101
• Conclusion	110

**Chapitre 4 / POLICE DU GOUVERNEMENT OU DES CITOYENS ?  
L'ORDRE PUBLIC EN ITALIE**

<i>Donatella Della Porta et Herbert Reiter</i>	113
• Historique du maintien de l'ordre	113
• Les stratégies répressives	116
• Les stratégies de persuasion	120
• Les stratégies de renseignement	128
• L'évolution des stratégies de maintien de l'ordre public : conclusions finales	133

**Chapitre 5 / L'ORDRE DE LA LOI OU LA LOI DE L'ORDRE  
L'EXEMPLE DE LA SUISSE**

<i>Dominique Wisler</i>	141
• Logique des institutions	143
• La démocratie directe et la manifestation	145
• Les histoires locales du maintien de l'ordre : alliances, consensus et ressources discursives	147
• Consensus et fixation des répertoires répressifs	154
• Les médias : de la révérence à la critique	157
• Formes d'action collective, répertoires et adaptation tactique du maintien de l'ordre	161
• L'altermondialisme secoue Genève	166

## II - POLICES DES RÉGIMES AUTORITAIRES ET DES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES

**Chapitre 6 / L'IMPOSSIBLE RÉPRESSION.**

<b>LEIPZIG, RDA, 9 OCTOBRE 1989</b>	
<i>Fabien Jobard</i>	175
• Maintenir l'ordre en dictature : retour sur un dispositif vacant	177
• Mesure de l'efficacité des stratégies d'escalade : la peur	181
• Blocage de la situation et dynamique de montée aux extrêmes	188
• Quand la police fait la politique : champ politique, environnement et forces de maintien de l'ordre	193
• Conclusion	197

**Chapitre 7 / L'HISTOIRE SANS FIN. RÉFORMER  
EN AFRIQUE DU SUD**

<i>Johan L. Olivier et Monique Marks</i>	201
• Le maintien de l'ordre public en Afrique du Sud : de la répression à la gestion	203
• Incidents d'ordre public (1994-1998)	207
• Introduire le changement : du contrôle à la gestion des foules puis à la prévention du crime	212
• Politique, responsabilité et contrôle	220
• Se préparer pour le futur	223
• Conclusion	226

**Chapitre 8 / GESTION DES MANIFESTATIONS  
DANS LE MEXIQUE DES ANNÉES 1990**

<i>Hélène Combes</i>	229
• Construction d'une culture démocratique du maintien de l'ordre ? Le cas de Mexico	232
• Le maintien de l'ordre vu par les ex-manifestants	237
• Maintien de l'ordre et enclaves autoritaires	246
• Conclusion	255

## Chapitre 9 / MAINTIEN DE L'ORDRE

## ET RÉPRESSION POLICIÈRE EN TURQUIE

<i>Ayshen Uysal</i>	257
• Police des foules : <i>Çevik Kuvvet</i>	262
• Pratiques répressives de la police des foules dans les années 1990	267
• En guise de conclusion	277

### III - MONDIALISATION, LA FIN DE LA PACIFICATION ?

## Chapitre 10 / ANTIMONDIALISATION

## ET ORDRE PUBLIC : LE SOMMET DU G8 À GÈNES

<i>Donatella Della Porta et Herbert Reiter</i>	281
• Désescalade et escalade ?	
Ordre public et sommets internationaux	282
• Gènes et l'ordre public	287
• Violence et mouvement antimondialisation	290
• Savoir policier et manifestants à Gènes	294
• Gènes et les polices en Italie	297

## Chapitre 11 / LA SUÈDE ET LE DANEMARK

## FACE AUX MOBILISATIONS ALTERMONDIALISTES

<i>Abby Peterson</i>	307
• Contrôler l'ordre public	309
• Cas 1 : Les émeutes policières à Göteborg : un tragique déni des stratégies statiques	313
• Cas 2 : La police danoise et l'approche paramilitaire	319
• La balle magique et le maintien de l'ordre : évaluation critique	321
• L'institutionnalisation de la politique contestataire	326

<i>Bibliographie</i>	331
----------------------	-----

## Ont contribué à cet ouvrage

Hélène COMBES, docteur en science politique, rattachée au Centre de recherches politiques de la Sorbonne, Université Paris-I

Donatella DELLA PORTA, professeur à l'Institut universitaire européen, Florence (Italie)

Olivier FILLIEULE, professeur à l'Université de Lausanne (IEPI-CRAPUL), chercheur (CNRS) au Centre de recherches politiques de la Sorbonne, Université Paris-I

Fabien JOBARD, chercheur (CNRS) au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, Guyancourt (France)

Monique MARKS, *research fellow*, Regulatory Institutions Network (RegNet), Research School of Social Sciences, The Australian National University (Australie)

John D. MCCARTHY, professeur, Department of Sociology and Crime, Law and Justice, The Pennsylvania State University (États-Unis)

Clark MCPHAIL, professeur émérite, Department of Sociology, University of Illinois at Urbana-Champaign (États-Unis)

Johan L. OLIVIER, chercheur, Pretoria (Afrique du Sud)

Abby PETERSON, *senior researcher and professor*, Sociologiska Institutionen, Göteborgs Universitet (Suède)

Herbert REITER, chercheur associé à l'Institut universitaire européen, Florence (Italie)

Ayshen UYSAL, maître de conférences à la Faculté des sciences économiques et administratives de l'Université Dokuz Eylül, Izmir (Turquie)

Peter Anthony James WADDINGTON, professeur de sociologie politique, Department of Politics and International Relations, The University of Reading (Grande-Bretagne)

Dominique WISLER, docteur en science politique, TC Team Consult (Suisse)

# Introduction

## VARIATIONS DE CONTEXTE ET CONTRÔLE DES MOUVEMENTS COLLECTIFS

---

Olivier FILLIEULE et Donatella DELLA PORTA

*« On parle souvent de la violence du fleuve  
mais jamais de celle des berges qui l'enserrent. »  
Berthold Brecht.*

Dans un article consacré aux mobilisations de l'ANC entre 1970 et 1984 en Afrique du Sud, Johan L. Olivier [1991] montre que la répression exercée par l'État a joué un rôle mobilisateur, chaque vague de violence de la part du régime de l'apartheid contribuant à envenimer la résistance dans les *townships*. Un tel constat est loin d'être isolé<sup>1</sup>. Aussi, l'idée selon laquelle les mouvements ont besoin pour émerger et se développer d'une « ouverture des opportunités politiques » est à tout le moins peu probante, soulignant crûment un angle mort de la sociologie des mobilisations quant à l'évaluation des effets de la répression ou de la menace de répression sur l'action collective<sup>2</sup>.

La sociologie des mobilisations a longtemps placé ses espoirs dans une vision rationnelle de l'action collective centrée sur les ressources

---

1. Khawaga [1993] ; Rasler [1996] ; Goodwin [2001] ; Bennani-Chraïbi et Fillieule [2003] ; Einwohner [2003] ; Hafez [2003] ; Bianco [2005] ; Dorronsoro [2005] ; Francisco [2005].

2. Goldstone et Tilly [2001].

entrepreneuriales, aux dépens des facteurs environnementaux, et donc de l'action de l'État. Avec l'introduction et le succès que l'on sait de la notion de « structure des opportunités politiques », désormais associée au « nouveau » paradigme du « processus politique »<sup>3</sup>, les choses n'ont pas réellement progressé, les auteurs négligeant l'observation de l'échange de coups entre pouvoirs et contestataires au profit de simples variables dichotomiques (ouverture/fermeture du système politique) bien peu aptes à rendre compte de la complexité de la perception des menaces et de la répression au sein des collectifs militants. De même, l'extrême diversité des agences qui composent l'État, et dont les intérêts, les pouvoirs et les sous-cultures varient considérablement, a été ainsi longtemps évoquée sous des qualifications indigentes (État fort/État faible), comme si leur action ne devait se penser que dans une logique de pure instrumentalité par rapport à une volonté politique unique. Dans la plupart des analyses, l'action des agents de l'ordre est ramenée à la catégorie univoque et intemporelle de « répression policière »<sup>4</sup>.

Pourtant, plusieurs travaux avaient dès les années 1970 attiré l'attention sur l'importance de la variable répression et la difficulté à la penser en simple terme d'ouverture ou de fermeture des opportunités. Outre le *Why Men Rebel ?* de Ted Gurr, qui accordait une large place à cette question, Charles Tilly, dans son livre de 1978, *From Mobilization to Revolution* [1978], insistait beaucoup sur la dimension politique de la mobilisation en soulignant notamment que le pouvoir, la répression ou la tolérance dont le groupe mobilisé fait l'objet, ainsi que les chances ou menaces auxquelles il est soumis, agissent sur la structure des coûts et avantages de la mobilisation. De ce point de vue, soulignait-il, la répression peut parfois provoquer la mobilisation, mais aussi bien rendre toute action impossible. Ces intuitions restèrent cependant relativement lettre morte dans la littérature, au profit de simplifications abusives de la notion de « structure des opportunités politiques »<sup>5</sup> et ce n'est que dans les années 1990, avec le développement de travaux centrés sur les rapports entre États et mouvements, que le répertoire d'action des protestataires a commencé d'être pensé en interaction avec celui des autorités, débouchant sur des recherches consacrées au maintien de l'ordre et au rôle spécifique

de l'action de la police dans la détermination du contexte des mobilisations collectives<sup>6</sup>.

En France, l'institution policière, à travers la création de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) en 1990, a été au cœur de cette évolution, notamment par la mise à disposition d'une partie des archives sur la gestion des désordres publics. Sous la conduite de Pierre Favre [1990], initiateur d'un intérêt renouvelé pour les manifestations de rue, les archives des polices urbaines et des Compagnies républicaines de sécurité ont commencé d'être explorées<sup>7</sup>, tandis que de son côté, Philippe Braud [1993] relançait la réflexion sur la violence politique, s'appuyant sur une série de recherches doctorales<sup>8</sup>.

Ailleurs, en Europe et aux États-Unis, cette volonté d'ouverture de l'institution policière à la recherche sur les désordres publics existe également. C'est d'ailleurs sous l'impulsion de Donatella Della Porta, et avec le soutien de l'Institut européen de Florence, que s'est tenue en 1996 la première conférence internationale consacrée au maintien de l'ordre dans les démocraties occidentales<sup>9</sup>. L'année suivante, une seconde réunion, centrée cette fois-ci sur l'uniformisation croissante des systèmes policiers, a été organisée à Paris par Olivier Fillieule (*Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 1997<sup>10</sup>). Enfin, en 1998, c'est à l'Université de Genève que Dominique Wisler a réuni le groupe ainsi constitué autour de la question des relations entre médias et police.

Dans cette introduction, sur la base du constat d'une pacification tendancielle des modes de gestion des conflits sociaux, nous exposons les explications les plus généralement avancées de cette évolution, en examinant d'abord les variables internes à la police, telles que l'organisation et la culture policière, puis les contraintes environnementales. Enfin, nous concluons sur quelques remarques quant aux évolutions contemporaines.

3. McAdam [1999].

4. Della Porta [1995] ; Fillieule [1997].

5. Fillieule [2005].

6. Cf. Waddington, Jones et Crichton [1989]. Le lecteur trouvera dans un récent ouvrage collectif [Davenport, Johnston et Mueller, 2005] plusieurs plaidoyers pour une approche dynamique et interactionniste des relations entre répression et action protestataire [Johnston, 2005 ; McPhail et McCarthy, 2005 ; Zwermer et Steinhoff, 2005].

7. Favre et Fillieule [1992] ; Fillieule [1994 et 1997].

8. Bruneteaux [1996] ; Sommier [1998] ; Duclos [1998].

9. Della Porta et Reiter [1998].

10. Certains éléments de ce dossier sont repris, actualisés et augmentés dans ce volume.

## — Caractéristiques institutionnelles et styles de police

Les recherches sur le maintien de l'ordre ont produit un nombre assez important de classifications sur les tactiques, les stratégies et les styles de contrôle. Ces opérations typologiques mobilisent généralement plusieurs dimensions de la réponse policière parmi lesquelles son caractère répressif ou tolérant, diffus ou sélectif, illégal ou légal, réactif ou préventif, etc.<sup>11</sup>. Les combinaisons ainsi produites définissent autant de *styles* de maintien de l'ordre, distribués autour d'une opposition principale entre, d'un côté, un style opportuniste, tolérant, souple, sélectif et flexible et, de l'autre, un style legaliste, répressif, musclé, diffus et dissuasif. Ce dernier implique généralement la répression et l'usage massif de la force, et parfois de tactiques inavouées (telles que l'usage d'*agents provocateurs*), un faible recours au marchandage, et une application rigide et réactive de la loi. Le style « souple », lui, emporte habituellement la tolérance d'un grand nombre de groupes et d'une vaste palette d'activités de protestation, un faible recours à la force et un développement de la prévention et de la négociation avec une application flexible de la loi<sup>12</sup>.

À l'origine, les deux styles de police tendent à recouper les deux modèles de police que la recherche historique a identifiés dans les pays démocratiques : en Grande-Bretagne, un modèle de « police des citoyens » s'est développé, avec le « *bobby* civilisé » (non armé, intégré dans la communauté et plus autonome par rapport au pouvoir politique) ; sur le continent, le modèle français de la « police du roi » (armée, vivant dans des casernes et sous le contrôle strict du gouvernement central) s'est diffusé dans presque tous les autres pays. Il reste que d'après les recherches les plus récentes sur les pays européens, on assiste à une certaine unification des manières de faire.

En Grande-Bretagne, la police a répondu aux émeutes des années 1980 et aux grèves de mineurs, en « important » du continent un modèle militarisé de maintien de l'ordre<sup>13</sup>. Sur le continent, à l'inverse, on note une acceptation grandissante des formes d'action protestataires

et un mouvement vers une police plus souple qui, cependant, est loin de s'appliquer à tous les groupes politiques et sociaux<sup>14</sup>. Plus généralement, depuis la fin des années 1950, le contrôle de la protestation a évolué vers des formes plus flexibles basées sur une compréhension plus libérale des droits d'expression. Parallèlement à ce développement de la doctrine et de la pratique de la police, le recours aux manifestations semble s'être institutionnalisé d'une manière durable depuis la fin des années 1960, par le nombre et l'extension des manifestations à tous les niveaux de la société<sup>15</sup>.

Au total, dans la période contemporaine, on peut dire que le maintien de l'ordre se caractérise par trois grandes tendances : une certaine *sous-application de la loi*, la volonté de transiger et de négocier nécessitant une certaine tolérance de l'illégalisme<sup>16</sup> ; la *pratique du marchandage* : de manière à éviter le désordre, des procédures complexes de négociation ont émergé, débouchant sur une formalisation croissante des techniques de marchandage et, ensuite, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Suisse, le rôle des officiers de police responsables des « relations publiques », agissant comme médiateurs entre manifestants et les forces de l'ordre, s'est accru, tandis qu'un système sophistiqué d'autorisation s'est développé aux États-Unis<sup>17</sup> ; enfin, le *recueil d'informations à grande échelle* : bien que l'utilisation du *renseignement* ne soit pas chose nouvelle<sup>18</sup>, les nouvelles techniques récemment disponibles, de même qu'une professionnalisation grandissante, ont reflété une attention toujours croissante au recueil d'informations<sup>19</sup> – comme l'indique, par exemple, le contrôle des stades de football<sup>20</sup>.

Si ces tendances semblent être générales, il reste cependant que les modes de gestion n'en sont pas moins sélectifs, comme le montrent O. Fillieule à propos de la France (chapitre 3) ou D. Della Porta et H. Reiter sur l'Italie (chapitre 4), et comme en atteste le traitement généralement réservé aux mobilisations altermondialistes.

11. Voir Della Porta et Fillieule [2004] pour une présentation plus développée de ces typologies.

12. Brewer et al. [1988] ; Fillieule [1997] ; Della Porta et Reiter [1998] ; McPhail, Schweingruber et McCarthy [1998] ; Earl, McCarthy et Soule [2003].

13. Jefferson [1990].

14. Bruneteaux [1996] ; Fillieule [1997] ; Della Porta et Reiter [1998] ; voir aussi les chapitres 4 et 5 du présent volume.

15. Tarrow [1994] ; Dalton [1996] ; Kriesi et al. [1995] ; Fillieule [1997] ; Rucht et al. [1998].

16. Favre [1993].

17. McPhail, Schweingruber et McCarthy [1998] ; chapitre 2.

18. Cf. Donner [1990], sur les « red squads ».

19. Mawby [2002].

20. Della Porta [1995] ; IHESI [1997] ; De Biasi [1996].



### *Les caractéristiques institutionnelles de la police*

La législation sur les libertés publiques (c'est-à-dire la liberté d'expression et de circulation), les droits de la défense (c'est-à-dire le régime de la détention provisoire et la présence d'un avocat aux interrogatoires), etc., sont autant de données essentielles à la compréhension des marges de manœuvre de la police. Là où celle-ci peut sanctionner sans contrôle judiciaire, elle utilise souvent ce pouvoir pour exercer un chantage sur les activistes. Ce fut le cas notamment de l'Italie des années 1950, où la *diffida* (la caution) ou le *foglio di via* (l'expulsion d'une ville) étaient largement utilisés pour intimider les syndicalistes et les membres du parti communiste<sup>21</sup>.

Plus largement, lorsque « l'ordre public » est perçu comme une priorité ayant trait à la « défense de la société » ou bien comme une garantie de la liberté d'expression, cela a une incidence évidente sur le maintien de l'ordre. Ainsi, le droit à manifester acquiert un statut plus élevé lorsque « l'ordre public » est défini dans des termes plus matériels, comme la protection de la vie et des biens des citoyens. Par exemple en Allemagne, en 1985, une décision du Tribunal constitutionnel autorisant le maintien d'une opération de blocage devant l'usine de retraitement de déchets nucléaires de Broksdorf a représenté un tournant pour les droits des protestataires, faisant du droit de manifester un droit constitutionnel<sup>22</sup>.

Des questions importantes sur l'organisation de la police touchent au degré de centralisation, de militarisation et de responsabilité de la police. Les démocraties occidentales ont des traditions très différentes par rapport à ces dimensions institutionnelles. On l'a dit, le modèle britannique est caractérisé par une forte décentralisation, une moindre militarisation et une plus grande responsabilité que le modèle continental européen. Sur le continent, la police avait un pouvoir d'interrogatoire autonome et le droit de sanctionner les suspects a été utilisé

contre les opposants politiques. Ces modèles trouvent une traduction dans les styles de maintien de l'ordre. Dans le modèle britannique de police des citoyens, la décentralisation a mis l'accent sur les bonnes relations avec la communauté, un faible usage de la force et une ouverture à la vérification publique – caractéristiques qui ont poussé vers des stratégies plus souples<sup>23</sup>. Le modèle continental en revanche accordait plus de pouvoir d'intervention au pouvoir politique, réduisait la possibilité de contrôle démocratique et facilitait l'usage de la force. Ce n'est pas par hasard que la centralisation, le défaut de responsabilité et la militarisation sont en fait les caractéristiques organisationnelles principales de la police dans les régimes autoritaires. En Italie, la militarisation de la police, son pouvoir discrétionnaire et sa responsabilité faible sont ainsi un héritage du régime fasciste, partiellement réformé au cours des cinq décennies qui ont suivi la chute de Mussolini<sup>24</sup>.

Si un environnement institutionnel tolérant décourage certainement l'intervention répressive de la police, il ne suffit pourtant pas à assurer l'exercice pacifique du droit à manifester. La décentralisation et la démilitarisation ne sont pas, en soi, des contraintes suffisantes<sup>25</sup>. En particulier, comme l'indique le conflit d'Irlande du Nord, dans une société divisée sur le plan religieux, une force de police décentralisée localement peut devenir le bras long d'un groupe ethniquement dominant<sup>26</sup>. Concernant la démilitarisation, Robert Reiner [1992, p. 54-55] a remarqué ainsi que « dans les confrontations violentes, une réponse "non militaire" de la police (c'est-à-dire sans entraînement adéquat, coordination et équipement défensif ou même offensif) pourrait signifier une multiplication des dégâts. Pas seulement des dégâts dans les rangs policiers, mais aussi pour les manifestants qui souffriront d'une violence indisciplinée et excessive de la part d'agents de police perdant leur sang-froid et leur courage ». Ce qu'illustrent parfaitement les modalités de la gestion de la manifestation altermondialiste de Göteborg en juin 2001 (chapitre 11).

Qui plus est, la professionnalisation de la police a des effets ambivalents sur les caractéristiques évoquées plus haut. En général, celle-ci est

21. Reiter [1996a et 1996b].

22. Cf. Winter [1998, p. 197]. Cette décision de la cour de Karlsruhe entendait mettre un terme au conflit noué autour de l'opposition au transport de déchets nucléaires dans une logique de désescalade (Deeskalationsgebot). On notera également que l'un des effets de cette décision aura été de contraindre les contestataires à se tourner vers d'autres tactiques de ruptures, avec notamment le développement de l'enchaînement sur les voies de chemin de fer. La réponse étatique a alors consisté à multiplier les arrestations au nom de la liberté de circulation [Fabien Jobard, communication personnelle]. Sur cette question, voir Elke [2002].

23. Aux États-Unis par exemple, un facteur important de l'assouplissement des pratiques de police est la crainte que des gouvernements financièrement liés essuient des poursuites judiciaires par les citoyens prétendant avoir été maltraités [Marr, 1998, p. 267].

24. Della Porta et Reiter [2003].

25. Waddington [1991, p. 134].

26. Ellison et Smyth [2000].

allée de pair avec la démilitarisation – en fait, même dans les pays récemment démocratisés, tels que l'Italie et l'Espagne, quelques branches au moins de la police sont maintenant « démilitarisées » et les syndicats de police légalisés (souvent après de longues luttes internes). Les effets de la syndicalisation sur la responsabilité de la police n'en varient pas moins selon les pays et les mouvements. En Allemagne, la puissante *Gewerkschaft der Polizei*, membre de la *Deutscher Gewerkschafts Bund*, s'opposa souvent à des mesures de police musclées<sup>27</sup>. En France, les réformes de la police de 1977 et le mécontentement des CRS qui s'en suivit amena certains syndicats à s'appuyer sur les désordres manifestants pour prouver, *via* les médias, l'ineffectivité d'une réforme qui les réduisait à un rôle subordonné. Ainsi, à l'occasion des mouvements lycéens des années 1990, le nombre élevé de blessés déclarés parmi les forces de l'ordre et les déclarations alarmistes des syndicats à la presse sur les « nouvelles menaces » renforcèrent une offensive lobbyiste sur les autorités pour un renouvellement de l'équipement défensif et offensif (matraques électriques, *flashballs*)<sup>28</sup>. Après les manifestations de Gênes, les syndicats de police italiens (à la seule exception de celui de gauche) utilisèrent des formes variées de protestation pour faire entendre dans les médias leur dénonciation des « campagnes contre la police »<sup>29</sup>.

Également complexes sont les effets de la spécialisation de la police, une tendance distinguée systématiquement dans la littérature depuis trente ans<sup>30</sup>. Si, d'un côté, la spécialisation implique le développement de capacités de négociation, de l'autre, le déploiement d'unités spécialement créées pour contrer les émeutes, le terrorisme et/ou le crime organisé a un effet d'escalade (voir chapitre 11 sur le cas danois). Dans les États fédéraux, l'utilisation de brigades spéciales est souvent autorisée pour permettre une certaine centralisation<sup>31</sup>. Dans des pays comme l'Italie, où le crime organisé est très présent, le déploiement d'unités spéciales antimafia dans le contrôle des manifestations de masse a étendu le style « musclé » développé contre la mafia aux activités politiques, ce que l'expérience des manifestations anti-G8 de Gênes en 2001 a dramatiquement montré<sup>32</sup>.

27. Winter [1998].

28. Fillieule [1997].

29. Della Porta et Reiter [2004].

30. Funk, Kauss et von Zabern [1980].

31. Winter [1998, p. 277 et suiv.].

32. Andretta et al. [2002].

Enfin, et ce point est essentiel, la professionnalisation s'accompagne d'une juridicisation (*Verrechtlichung*) de l'intervention policière, qui contraint parfois les styles « musclés »<sup>33</sup>, mais réduit aussi parfois la possibilité pour la police de mettre en place des stratégies de désescalade par une « sous-application » de la loi. Par exemple, les officiers de police allemands perçurent la *Vermummungsverbot* (l'obligation de manifester à visage découvert), introduite par les gouvernements conservateurs, comme une imposition mal venue d'utilisation de la force risquant même de provoquer des désordres<sup>34</sup>.

### *La culture et le savoir de la police*

Les évolutions dans le recrutement des agents à la base, les améliorations que ces évolutions permettent en termes de formation, la modification des techniques de contrôle des foules ont toutes des effets ambivalents sur les stratégies policières, permettant la désescalade mais augmentant aussi la capacité de contrôle et de répression de la police<sup>35</sup>.

La recherche sur la police s'appuie sur la notion de *savoir de la police* pour désigner la perception par la police de son rôle et de la réalité extérieure<sup>36</sup>. Comme l'observe Manning [1979, p. 48-49], « la pratique de la police semble être façonnée par les adaptations des acteurs aux modèles structurels et à la réalité qu'ils perçoivent, construisent et maintiennent ». Comme d'autres secteurs d'activité de la police, le maintien de l'ordre est influencé en premier lieu par la *culture professionnelle*, c'est-à-dire « un ensemble de suppositions qui est largement partagé parmi les fonctionnaires, et qui inclut une "cause" à laquelle il est attendu d'eux qu'ils adhèrent »<sup>37</sup>. De plus, le maintien de l'ordre est influencé par les *perceptions de l'environnement*, c'est-à-dire un ensemble de suppositions sur la réalité extérieure<sup>38</sup>. Quelques hypothèses peuvent être discutées à ce niveau.

Dans les tentatives d'explication des styles de contrôle, les recherches passées, fondées principalement sur une approche ethnographique de la police au travail, mettaient l'accent sur certaines caractéristiques de la

33. Lüdtke [1992, p. 17].

34. Winter [1998, p. 279].

35. Waddington [1994] ; Bruneteaux [1996] ; Fillieule [1997] ; Della Porta et Reiter [1998] ; voir aussi les chapitres 1 à 5 de ce volume.

36. Della Porta et Reiter [1998].

37. Worden [1989, p. 674].

38. Della Porta et Reiter [1998, p. 22-23].

culture professionnelle répandue parmi les officiers. En général, le *background* social de même que les conditions de travail facilitent la diffusion d'un sentiment d'isolement et d'*attitudes macho* qui portent les policiers ordinaires à privilégier la lutte contre le crime plutôt que le maintien de l'ordre<sup>39</sup>.

La démilitarisation de la police et sa professionnalisation tendent à correspondre à une élévation du niveau social du recrutement de même qu'à une intégration croissante dans la société. Bien que les policiers ont encore tendance à se considérer comme des « artisans », l'accent mis sur la formation peut avoir produit des transformations profondes. Les réformes politiques, comme dans le cas sud-africain, préparent le terrain pour un changement, quelquefois fort lent, des attitudes de la police (chapitre 7). En Italie, la réforme de la *Polizia di Stato*, introduisant la syndicalisation et ouvrant la police aux femmes, aurait contribué à un changement, souvent souligné dans la littérature à travers le thème de « la police au milieu du peuple »<sup>40</sup>. Des tendances similaires ont été signalées pour l'Allemagne dans les années 1960, et pour l'Espagne plus récemment<sup>41</sup>.

En ce qui concerne les perceptions de l'environnement, la littérature indique avec constance l'existence de stéréotypes sur les désordres publics<sup>42</sup>. Ceux-ci peuvent se recouper avec d'autres stéréotypes portant sur des groupes habituellement inclus dans la définition socialement construite des désordres publics. Les thèmes récurrents dans la définition par la police des auteurs de troubles font référence aux « jeunes, [aux] "outsiders" comme les immigrés, [aux] membres de minorités ethniques ou [aux] "agents provocateurs", [à] ceux dont le style de vie s'écarte de la norme, et [aux] groupes socio-économiques défavorisés, comme spécialement impliqués dans le désordre public<sup>43</sup> ».

La recherche récente dessine une image plus complexe et sélective des protestataires, avec une légitimation de certains acteurs politiques et sociaux, et la stigmatisation d'autres<sup>44</sup>. Dans la perception de la police, les « manifestants pacifiques » tendent à être opposés aux « hooligans ». Selon une recherche sur les officiers de police allemands, « les manifestants pacifiques [sont perçus comme ayant] un intérêt

pragmatique et un objectif clair, pour lesquels ils s'impliquent avec beaucoup d'engagement et de crédibilité. Ils font usage de leur droit fondamental de manifester. Ils sont ouverts à la discussion, ils sont bien informés<sup>45</sup> ». En revanche, « les hooligans ne sont pas intéressés par l'objet du conflit, mais seulement par l'émeute, l'affrontement avec la police. Ils sont décrits comme destructeurs et mal informés. Ils vont de manifestation en manifestation, sont probablement soutenus et financés par des manipulateurs... Comparés aux manifestants pacifiques, ils sont peu nombreux, particulièrement jeunes, et pour cette raison faciles à influencer<sup>46</sup> ».

Ces stéréotypes fonctionnent comme une espèce de *guide* d'intervention<sup>47</sup>. Expliquant la répression des désordres par la police pendant la convention démocrate de 1968 à Chicago, Donner [1990, p. 116-117] observe que celle-ci croyait qu'une armée de manifestants planifiait d'envahir la ville, et qu'elle prit « au sérieux » les « menaces » provocantes répandues par les hippies et leur volonté affichée de « réduire la ville en cendres », de faire déborder d'essence les égouts, de déverser du LSD dans les réserves d'eau. Lors des manifestations anti-G8 de Gênes en juillet 2001, les comportements policiers sur le terrain furent influencés par des informations manipulées à des fins de provocation fournies par les services secrets, indiquant que les manifestants allaient répandre du sang infecté par le virus du sida et prendre des policiers en otage<sup>48</sup>.

## — Contextes politiques et police des rues

Si les caractéristiques internes de la police ont un impact important sur l'attitude de la police, la recherche s'est également intéressée aux contextes politiques. Tout d'abord, les gouvernements définissent certaines lignes générales quant à la manière d'aborder la protestation. Les entreprises de mouvement social interviennent aussi sur la question en liant les droits des citoyens et le travail de la police, en organisant des actions de protestation pour dénoncer la brutalité policière, en réclamant plus de démocratie. Les partis politiques, les groupes

39. Lipset [1971] ; Cuin [1973] ; Benyon [1984].

40. Della Porta et Reiter [2001].

41. Jobard [2003a et 2003b] ; Jaime-Jiménez et Reinarés [1998].

42. Lipsky [1970, p. 4].

43. Lacey, Wells et Meure [1990, p. 71] ; nous soulignons.

44. Fillieule [1997] et chapitre 3 ; Della Porta et Reiter [1998].

45. Willems et al. [1988, p. 153].

46. Ibid., p. 153-154.

47. McClintock et al. [1974, p. 102].

48. Della Porta et Reiter [2004] ; voir aussi chapitre 12.

d'intérêt, les syndicats et les associations volontaires entrent de leur côté en conflit ou coopèrent avec les mouvements sur la manière dont la police travaille. Se forment ainsi des coalitions soutenant, d'une part, « la loi et l'ordre », et de l'autre, « les libertés publiques »<sup>49</sup>. Les médias interviennent dans ce tableau, en partie comme « porte-parole » de l'une ou l'autre des coalitions, et en partie selon une logique « autonome ».

### *Maintien de l'ordre et gouvernement*

Le degré de contrôle politique sur la gestion du maintien de l'ordre influence fortement les méthodes de la police, comme le souligne Geary [1985, p. 125-126] lorsqu'il écrit que, « bien sûr, constitutionnellement, la police est supposée être une institution visant l'exécution la loi, neutre et indépendante de l'influence politique. Cependant, il semble que le gouvernement influence la police des conflits industriels et en termes d'approche générale et en termes de décisions opérationnelles spécifiques ».

Si en général la police affirme fortement son autonomie « technique » dans la mise en œuvre de l'ordre public, en pratique, les autorités politiques interviennent toujours plus ou moins. Comme Fillieule et Jobard [1998, p. 86 ; 2005] l'ont observé pour la France, « faire appel à une force de sécurité quelle qu'elle soit est toujours le résultat d'une décision de la part des autorités administratives [le préfet]. Cet état de subordination légale suggère d'examiner et les instructions données par les autorités civiles et la manière dont elles sont mises en œuvre sur le terrain ».

Le contrôle politique de la police peut aussi jouer dans des directions différentes. Si aux États-Unis, il y a de nombreux exemples de conflits entre un maire libéral et sa police plus conservatrice, il y a aussi de nombreux exemples d'autorités politiques demandant à une police réticente plus de répression. Il est donc juste de dire que les *inputs* du système politique varient avec l'*orientation politique du gouvernement*. Des changements dans les modalités du maintien de l'ordre – ou dans les techniques de répression – ont souvent leurs origines dans des changements de majorité gouvernementale.

De nombreux exemples historiques indiquent que le maintien de l'ordre est une question sur laquelle les partis tendent à se polariser. En Italie, les gouvernements de centre gauche des années 1960 ont rompu

la tradition autorisant la police à tirer sur les manifestants<sup>50</sup>. En France, le nombre d'incidents mortels au cours de manifestations a systématiquement augmenté chaque fois que la droite revenait aux affaires dans les années 1980 et 1990<sup>51</sup>. En Allemagne, le premier gouvernement Brandt SPD-FDP développa un style de maintien de l'ordre plus tolérant, et libéralisa les lois sur les marches publiques et les droits des citoyens<sup>52</sup>. Dans son étude sur la police des conflits industriels en Grande-Bretagne, Roger Geary [1985, p. 117] attribua le passage d'un « style musclé » à un « style souple », qu'il situe autour de 1910, à des considérations politiques. Et dans les années 1980, le retour à une police plus dure est à l'évidence lié aux choix politiques néolibéraux du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher<sup>53</sup>. De nombreux observateurs, même au sein de la police, expliquèrent l'intervention brutale de la police italienne contre les protestations anti-G8 à Gênes par l'influence politique de l'Alleanza nazionale (AN) post-fasciste dans le gouvernement (et en particulier par la présence dans le centre opérationnel des *carabinieri* du leader de l'AN et vice-Premier ministre, Gianfranco Fini)<sup>54</sup>. En Allemagne enfin, l'influence des partis politiques au gouvernement sur les styles de police se donne également à voir, à quelques exceptions près, dans les différences d'approche entre les *Länder*, selon qu'ils sont chrétiens-démocrates ou sociaux-démocrates – soit, respectivement, le *bayerische Linie* versus le *nord-rhein/westfälischen Linien*<sup>55</sup>.

Cela ne veut pas dire que les gouvernements de gauche sont systématiquement indulgents avec les mobilisations<sup>56</sup>. En Suède, par exemple, le gouvernement social-démocrate n'a pas évité l'escalade à Göteborg<sup>57</sup>. En fait, la recherche souligne plutôt la sélectivité des modes de gestion, quelle que soit la couleur politique des gouvernements. De ce point de vue, les mouvements nouveaux, formés autour de causes inédites, sont toujours moins bien tolérés que les mouvements bénéficiant d'une légitimité ancienne. Le mouvement altermondialisation en offre une claire illustration. L'escalade est aussi très vraisemblable durant les conflits ethniques, spécialement lorsque les forces de police

49. Della Porta [1998].

50. Della Porta [1995].

51. Fillieule [1997, p. 335-340].

52. Busch et al. [1988] ; Jobard [2003a et 2003b].

53. Geary [1985, chap. 6].

54. Della Porta et Reiter [2003].

55. Winter [1998, p. 294 et suiv., p. 377 et suiv.].

56. Funk [1990].

57. Peterson et Oskarson [2001] ; voir aussi chapitre 11.

sont recrutées principalement dans une communauté. En Irlande du Nord, par exemple, le *Royal Ulster Constabulary* – police essentiellement composée de syndicalistes protestants – a, par sa gestion clairement coloniale de l'ordre public, provoqué la radicalisation de la communauté catholique<sup>58</sup>.

### *La police et la sphère publique*

La sociologie des mouvements sociaux s'intéresse à la place des médias dans la construction des problèmes publics et à leur importance dans le succès ou l'échec des mouvements<sup>59</sup>. Pourtant, ces travaux se concentrent surtout sur les moyens mis en œuvre par les mouvements pour accéder à l'arène médiatique, et au rôle que jouent les autorités politiques dans ces rapports (subordination des médias au pouvoir, indépendance relative née de la concurrence entre médias, etc.). Dans ces travaux, le rôle de la police est pensé de manière généralement passive, comme bras armé des autorités.

L'observation ethnographique des conflits suggère pourtant que l'on accorde une place plus centrale aux relations qui unissent les médias et les forces de l'ordre sur le terrain<sup>60</sup>. Si les médias télévisuels et écrits ont provoqué une modification des stratégies des groupes manifestants (ce que Patrick Champagne [1990] résume par l'heureuse formule de « manifestation de papier »), il est nécessaire de se poser la question pour les forces de l'ordre : la présence permanente des médias dans les conflits sociaux a-t-elle changé la nature de la manifestation par la modification imposée du travail policier, ou bien au contraire celui-ci, pour des raisons qu'il faudrait alors expliciter, reste-t-il structurellement insensible au « pouvoir des médias »<sup>61</sup> ?

58. Ellison et Smyth [2000] ; voir aussi chapitre 7 sur l'Afrique du Sud.

59. Glasgow University Media Group [1976 et 1980] ; Molotch [1979] ; Schlesinger [1990] ; von Zoonen [1990] ; Gamson et Modigliani [1989] ; Anderson [1997] ; Neveu [1999].

60. Fillieule [1998].

61. On précisera que cette question, et de manière générale toutes les questions se rapportant au rôle grandissant des médias dans les mobilisations politiques, n'est pertinente que dans un nombre très limité de cas. Le développement des protest events analysis, fondées à la fois sur des dépouillements de presse et sur des comptes rendus administratifs a montré que la presse ne rendait compte que d'une infime partie des manifestations (autour de 2 % pour la presse nationale). Cette sélectivité est bien évidemment plus importante pour ce qui est de la télévision.

Les observations de terrain menées ces dernières années laissent apparaître que la méfiance et, la plupart du temps, l'hostilité sont au principe des schémas de l'entendement policier, ce qui n'est pas sans produire des effets pratiques sur la nature des relations entretenues avec les médias et permet tout particulièrement de nuancer, sinon de rejeter, les approches médiacentriques qui placent les médias au cœur de la transformation des modes de gestion des manifestations.

Tous les groupes protestataires ne recherchent pas forcément une couverture médiatique. Mais lorsque c'est le cas, ils intériorisent les cadres et les formats imposés par les entreprises de presse. De la même manière, il y a de fortes chances pour que la manière dont la police de l'ordre public perçoit les médias soit déterminante de l'importance qu'elle leur accorde et, partant, d'éventuels changements de pratiques sur le terrain. Ces perceptions s'organisent autour de trois grands leitmotivs : les médias sont tout-puissants ; ils sont systématiquement hostiles à la police ; leur présence sur le terrain a pour effet de générer ou à tout le moins d'encourager les troubles.

Par ailleurs, les cadres déclarent généralement que la présence permanente des médias sur le terrain aurait eu pour effet de modifier leur propre manière de gérer les maintiens de l'ordre, à la fois dans la mise en place des services (disposition des forces – volonté de se faire le moins visible possible) et dans les actions décidées sur le terrain (refoulement, charges, etc.). En d'autres termes, ils sont conscients que la présence des médias restreint leur marge de manœuvre en les obligeant à se comporter de manière correcte. Si l'on tient compte de la propension des hommes du rang à se livrer à des exactions illégitimes sur les manifestants<sup>62</sup>, on mesure toute l'importance de ce point.

Mais surtout, les policiers font preuve d'une mentalité « d'assiégés » dès que l'on aborde la question du contrôle par la société civile de leur action. Ce trait de l'entendement policier n'est d'ailleurs pas propre au maintien de l'ordre, et c'est sans doute dans le domaine des « bavures policières » que cette « mentalité d'assiégés » se donne le mieux à voir, avec un refus systématique de reconnaître la faute commise et l'accusation permanente d'un montage médiatique<sup>63</sup>.

Au total, les représentations policières des rapports aux médias apparaissent comme assez contradictoires et nous incitent à la prudence face aux analyses trop rapides de l'effet pacificateur des médias sur le

62. Fillieule [1997] ; Fillieule et Jobard [1998].

63. Jobard [2002].

contrôle de l'ordre public. Herbert Gans a été l'un des premiers à établir l'effet pacificateur des médias sur le maintien de l'ordre dans son analyse des manifestations du SDS (*Students for a Democratic Society*) au moment de la convention démocrate de Chicago en 1968. À cette occasion, la presse parla « d'émeutes policières »<sup>64</sup>. Après lui, la plupart des auteurs ont partagé ce point de vue<sup>65</sup>. Derrière cette unanimité, pourtant, se cache un déficit de recherche empirique. D'une part, contre une vision médiacentrique des choses, il semble que les évolutions du maintien de l'ordre renvoient à un ensemble de phénomènes parmi lesquels la « médiatisation du maintien de l'ordre » ne joue sans doute qu'un rôle secondaire. D'autre part, contrairement à l'illusion de la toute-puissance des médias, il semble que la manière dont les forces de police se comportent face aux médias est d'abord déterminée par la poursuite d'intérêts propres, si bien que ceux-ci apparaissent ici plus comme un instrument que comme un moyen de contrôle. Ensuite, nous l'avons déjà souligné, le maintien de l'ordre ne s'applique pas de manière indifférenciée à tous les groupes sociaux, si bien que la sensibilité des forces de l'ordre à la surveillance des médias est éminemment variable en fonction de la nature des manifestants. De ce point de vue, on soulignera à quel point la présence désormais constante des médias sur le terrain des manifestations les plus importantes contribue au renforcement de l'exclusion de certains groupes manifestants, légitimant du même coup qu'une répression sans retenue s'abatte sur eux.

L'expression rencontrée dans la littérature de « médiatisation du maintien de l'ordre » désigne le point de vue selon lequel les modifications du maintien de l'ordre seraient le produit de l'influence des médias. Une variante de cette vision des choses consiste à défendre l'idée selon laquelle, désormais, les interactions police/manifestants ne

64. « At first, "trouble" was defined as stone throwing and other physical or verbal violence against the police, or fights between demonstrators and hecklers, often from the American Nazi Party [...] Violence, as well as trouble, was perceived as action against constituted legal authority; and until the 1968 Chicago Democratic Convention, police violence against the demonstrators was viewed as action taken to restore order and was rarely called violence. What the demonstrators described as police brutality was at best shown in passing on television while day-to-day police brutality in the ghettos was no normally news, perhaps because it was routine. The turning point in treatment of anti-war demonstrators came in Chicago when the behavior of the police was reported almost universally as a "police riot". » [Dans Gans, 1979, p. 53 et suiv.]

65. Geary [1985, p. 129-130] sur la Grande-Bretagne ; Della Porta, Fillieule et Reiter [1998, p. 127-128] sur l'Italie et la France ; Favre [1990, p. 161-162] sur la France ; et Marx, [1998, p. 267].

peuvent se résumer aux interactions sur le terrain dans la mesure où la « manifestation de papier » est devenue un enjeu aussi crucial pour les forces de l'ordre que pour les manifestants. D'où l'idée, défendue par exemple par Wisler et Tackenberg [2000], que « the portrays of the police practices, as they are depicted in the mass media and within the political field [...] may be even more crucial for the development of major occurrences of public disorders than "the actual" police action in the streets » [nous soulignons].

À vrai dire, ce qui se trouve présenté ici comme résultat d'une action autonome des médias, doit en réalité à d'autres séries causales dont plusieurs auteurs ont rendu compte<sup>66</sup> : l'évolution du recrutement des hommes du rang, l'amélioration de la formation continue qui leur est offerte, la modification des techniques d'encadrement des foules et, bien entendu, l'évolution des formes d'action des groupes manifestants eux-mêmes. C'est par exemple parce que les techniques de maintien de l'ordre ont évolué vers une mise à distance du manifestant (notamment dans le but de protéger les fonctionnaires de police des coups) que les caméras de télévision et les journalistes en général peuvent, à l'abri des barrages policiers, couvrir les événements à chaud et au plus près.

Par ailleurs, on peut souligner que, historiquement, le développement de la couverture médiatique des manifestations n'a pas correspondu à la pacification du maintien de l'ordre. Pendant très longtemps, la dénonciation par la presse, même virulente, de la brutalité policière n'a pas produit le moindre effet. Cela est évidemment d'autant plus vrai que dans bien des cas (qu'il n'est en l'état pas possible de quantifier), la couverture des événements par les médias consiste en fait à « couvrir » les agissements de la police<sup>67</sup>. Au total, donc, on serait plus tenté de parler d'une insensibilité structurelle des forces de l'ordre à la couverture médiatique que d'une médiatisation du maintien de l'ordre. Cette insensibilité pourrait paraître en contradiction avec les propos tenus par les policiers interviewés pour

66. Waddington [1994] ; Brunetaux [1996] ; Fillieule [1997] ; Fillieule et Jobard [1998] ; Della Porta, Fillieule et Reiter [1998].

67. Deux exemples suffiront à le montrer : le 18 mai 1997 à Paris, une manifestation de sans-papiers est dispersée de manière extrêmement brutale par la police. La presse ne fait pas de commentaires jusqu'à ce que des particuliers déposent sur le bureau du juge quatre cassettes vidéos qu'ils ont eux-mêmes tournées et qui attestent de manière indubitable ces violences (Libération, 26 mai 1997). Le même scénario s'était déroulé à Nice quelques jours auparavant et c'est encore grâce à une vidéo amateur que les violences policières purent être attestées (Libération, 30 mai 1997).

lesquels la toute-puissance des médias ne fait aucun doute. C'est là que l'observation ethnographique du travail policier sur le terrain vient utilement seconder l'interprétation des représentations. Derrière cette contradiction, il faut en effet sans doute voir une illustration supplémentaire des effets en retour des savoirs issus des sciences sociales sur la parole des acteurs sociaux (ce que la sociologie appelle des effets de théorie), sans pour autant qu'il s'en suive des effets de réel de même sens.

## — De quelques transformations récentes des règles du jeu

Le Conseil de l'Union européenne a adopté en 2002 un manuel qui détermine les trois principes censés guider la mise en œuvre du maintien de l'ordre à l'occasion des manifestations altermondialistes, lesquels reprennent la philosophie habituelle du maintien de l'ordre en Europe occidentale<sup>68</sup> : application du principe de proportionnalité ; insistance sur la négociation préalable avec les organisateurs ; recherche d'accords préalables sur les parcours ; fixation de marges de tolérance ; assurance de la plus faible visibilité possible des forces de l'ordre. À cela s'ajoute une série de recommandations pour assurer la collaboration entre pays membres quant au renseignement et à la mise en place des services d'ordre (officiers de liaison et circulation de rapports sur « l'analyse des risques afférents aux manifestants potentiels et autres groupes », dans la lignée des mesures prises en vue d'améliorer les problèmes liés au hooliganisme sportif dans la deuxième moitié des années 1990.

Au-delà de cette continuité, plusieurs éléments semblent indiquer cependant une inflexion des manières de penser et de faire en matière de gestion des mobilisations altermondialistes : d'une part, sur le terrain, les modalités de gestion prennent certains traits caractéristiques ; d'autre part, et surtout, la volonté de prévenir les troubles à l'ordre public est susceptible de générer au niveau européen des atteintes aux libertés publiques, dans un contexte plus large de pénalisation des mouvements sociaux.

68. « Manuel à l'usage des autorités et services de police, sur la sécurité lors d'événements internationaux comme les réunions du Conseil européen », CUE, 12637/3/02, rev 3, 12 novembre 2002.

## Changements stratégiques et tactiques

Il semble que face aux mobilisations altermondialistes, les forces de police, en accord avec les représentants de l'autorité civile tant au niveau national qu'europpéen aient élaboré une doctrine du maintien de l'ordre qui tend à s'écarter de la norme jusqu'alors prévalente, même si elle se justifie au nom de principes identiques<sup>69</sup>. En matière de contrôle sur le terrain, on notera deux caractéristiques principales, dont on soulignera ici combien elles dépendent dans leur mise en œuvre des traits propres à chaque police nationale : la militarisation accrue des services d'ordre et l'instauration de zones de sécurité renforcées.

Dans la mise en place des services d'ordre, le trait déterminant est bien la contrainte posée par le caractère *dépendant* des mobilisations altermondialistes<sup>70</sup>. Il ne faut pas oublier que dans ces circonstances, le maintien de l'ordre doit d'abord assurer la sécurité des chefs d'États ou personnalités présentes et empêcher tout contact avec les manifestants. D'où l'instauration de zones de sécurité renforcées.

Le recours à la sanctuarisation de zones de sécurité renforcées n'est pas nouveau. On remarquera que, dans quasiment tous les pays développés, les lieux de pouvoir les plus symboliques font l'objet de réglementations particulières visant soit à en interdire, soit à en limiter strictement l'accès (abords des assemblées nationales, des sièges de gouvernement, etc.). Ainsi, on sait que les voyages officiels font généralement l'objet de mesures de protection particulières dont la sanctuarisation des parcours ou des abords des lieux de séjour des personnalités en visite.

Avec la mise en place de zones de sécurité renforcées, les choses évoluent cependant<sup>71</sup>. Celles-ci font l'objet d'une mise en place à la fois ponctuelle et très réglementée<sup>72</sup>, avec l'instauration de différentes zones, généralement désignées par des couleurs et délimitées par des dispositifs matériels lourds (barrières de béton, chicanes, murs de containers, etc.).

69. Ericson et Doyle [1999] ; Fillieule et Masse [2004] ; King [2005].

70. Fillieule [1997] ; Ericson et Doyle [1999].

71. C'est après la débacle de Seattle, à l'occasion d'abord du congrès FMI/Banque mondiale de Washington en avril 2000 puis du sommet des États d'Amérique à Windsor (Ontario) en juin, que les zones de sécurité renforcées sont testées puis adoptées.

72. Durant le G8 d'Évian, la restriction des libertés publiques dans la zone rouge s'est appuyée sur une vingtaine d'arrêts préfectoraux [voir Grosbon, 2003]. On précisera ici que le maintien de l'ordre est une police administrative soumise au droit réglementaire et que le mouvement de constitutionnalisation du droit de la manifestation depuis cinquante ans constitue plutôt une exception à cet égard. Là-dessus, voir Napoli [2003].



Ce mélange de forte visibilité et d'exceptionnalité rend le dispositif particulièrement agressif aux yeux des activistes aussi bien que des habitants des lieux concernés.

La séparation des manifestants des officiels peut prendre différentes formes. Tantôt le pays d'accueil choisit pour lieu de réunion un espace isolé comme ce fut le cas en juin 2002, lorsque les autorités canadiennes optèrent pour les montagnes de Kananaskis lors de la tenue du G8, tantôt elles mettent en place au cœur même de la ville une zone dite rouge comme ce fut fait à Nice, à Gênes, à Florence, etc. L'espace dans lequel se déroule le sommet est ainsi transformé en un espace clos qui se veut impénétrable sans autorisation.

Pour comprendre que ces réunions officielles continuent d'être organisées dans des lieux urbains et accessibles, il faut tenir compte du fait que justement, le but des altermondialistes étant de dénoncer l'illégitimité de ces réunions, le seul fait qu'elles se réunissent en secret ou dans des lieux inaccessibles véhicule une image déplorable qui contribue à rendre manifeste leur supposée illégitimité démocratique.

### *Atteintes aux droits fondamentaux de la personne*

La multiplication des manifestations altermondialistes s'est accompagnée d'une généralisation de la surveillance des manifestants. Mike King [2005] indique par exemple qu'en prévision des manifestations de protestation à Ottawa à l'occasion du sommet de Kananaskis, un groupe de partage des renseignements (*Joint Intelligence Group*) fut institué, en collaboration avec les autorités US, afin « de mettre en place un "programme vigoureux" de collecte d'informations offrant ainsi des "données sur les individus, les tactiques et les plans des manifestants". C'est à partir des informations recueillies par le JIG que non seulement "les dirigeants des protestataires, en particulier ceux reconnus pour avoir des politiques de violence ou des casiers judiciaires furent identifiés et traqués" mais aussi que "tous les bus voyageant vers Ottawa en vue des protestations furent identifiés avant même de quitter leur ville de départ. Ils furent traqués en route... par un hélicoptère de la police et un avion". L'un après l'autre ces bus furent stoppés et tous les passagers furent "ostensiblement photographiés" ».

Au sein de l'Union européenne, la collecte et l'échange de données passent notamment par le SIS (Système d'information Schengen). Il y a là quelque chose qui en soi n'est pas nouveau en matière de maintien de l'ordre puisque s'inscrivant dans la suite des mesures mises au point

pour gérer les flux transfrontaliers de *hooligans* dans les années 1990<sup>73</sup>. La nouveauté réside plutôt dans l'extension de telles mesures à des populations non criminelles, nouveauté d'autant plus efficace qu'elle apparaît particulièrement adéquate à entraver la liberté de manifester dans des occasions où les manifestants étrangers, bien que ne représentant qu'une minorité des effectifs, sont parmi les plus aguerris<sup>74</sup>.

Comme le souligne Grosbon [2003], la première des atteintes aux droits fondamentaux de la personne concerne les entraves à la liberté de circulation au sein de l'Europe pour ses ressortissants<sup>75</sup>. En effet, le Conseil des ministres « Justice et Affaires intérieures » du 13 juillet 2001 prévoit pour s'opposer à la violence dans les rassemblements internationaux « l'utilisation de toutes les possibilités légales existantes dans les États membres permettant d'empêcher les personnes notoirement connues pour des faits troublant l'ordre public de se rendre dans le pays qui accueille l'événement, s'il y a des raisons sérieuses de croire que ces personnes se déplacent dans l'intention d'organiser, de susciter ou de participer à de graves troubles de l'ordre public<sup>76</sup>. » Ces possibilités légales s'appuient, d'une part, sur la clause de sauvegarde de l'ordre public<sup>77</sup> et, d'autre part, sur la réserve d'ordre public prévue aux articles 30, 39.2, 46 et 55<sup>78</sup>.

Sans entrer dans le détail de ces dispositions, par ailleurs très finement analysées par Grosbon [2003], il suffira de souligner ici que l'article 2.2 autorise les forces de l'ordre à procéder à des vérifications des papiers d'identité et des titres de transport et à fouiller les bagages et les véhicules. Mais surtout, pour autant que les décisions prises demeurent individuelles et motivées, il est possible d'interdire le passage d'une frontière<sup>79</sup>. Quant aux réserves d'ordre public (articles 30, 39.2, 46 et 55

73. IHESI [1997].

74. Fillieule et Blanchard [2005] ; Fillieule, Blanchard et al. [2005].

75. Celle-ci est en droit garantie par l'article 18.1 du Traité des communautés et par l'article 2.1 de la Convention d'application de l'accord de Schengen du 19 juin 1990 incorporée dans le traité d'Amsterdam.

76. Conclusions de la 2 366<sup>e</sup> session du Conseil « Justice, Affaires intérieures et Protection civile », 13 juillet 2001, p. 7.

77. Article 2.2 de la convention d'application de Schengen : « lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent, une partie contractante peut après consultation des autres parties décider que pour une période limitée, des contrôles frontaliers nationaux adaptés à la situation seront effectués aux frontières intérieures ».

78. Grosbon [2003].

79. Comme le souligne Grosbon [2003], « en cas d'interdiction, un manifestant interdit de passage peut demander au juge national de contrôler la justification de cette interdiction. Pratiquement, étant donné que la décision de justice ne pourra être immédiate, l'efficacité du recours est nulle ».



de la convention Schengen) elles rendent possible la restriction de la libre circulation en cas de menace sérieuse sur « l'ordre public ». Tout se joue dès lors autour de la définition de ce que l'on entend par ordre public<sup>80</sup>.

Un rapport de la Commission des libertés et des droits des citoyens note, à propos du recours à l'article 2.2, que « la fermeture des frontières à des milliers de personnes qui voyageaient par train ou par bateau sans déterminer si ces personnes constituaient une menace grave affectant un des intérêts fondamentaux de la société (conformément à la jurisprudence de la CJCE) est disproportionnée et contraire aux articles 11, 12 et 45 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ainsi qu'aux dispositions de la directive 64/221/CE<sup>81</sup> ».

En effet, la fermeture d'une frontière à des groupes entiers de manifestants ne permettant pas de prendre des décisions individuelles n'a pas de base légale. Ce qui n'empêche pas le manuel à l'usage des forces de police d'envisager l'interdiction de passage des frontières à toute personne ou groupe qui constitueraient une menace pour l'ordre public, au mépris donc de la jurisprudence de la CJCE. Dans ces conditions, les différentes occasions, nombreuses depuis Göteborg, qui ont vu le blocage des frontières ou le refoulement de groupes de manifestants (par exemple en décembre 2000 lors du sommet de Nice, lorsque près de deux mille Italiens et deux mille Espagnols sont retenus aux frontières) se placent hors du droit. De la même manière, en ce qui concerne les mesures d'éloignement du territoire, le droit communautaire en limite le recours, sans que cela ait empêché plusieurs cas d'expulsions sans aucune prise de décision judiciaire (ce fut le cas à Göteborg, à Gênes et à Bruxelles).

Le développement du renseignement et du fichage des individus n'a pas que des effets en matière de libre circulation. Il débouche également sur une série d'entraves au respect de la vie privée, lequel on le sait est garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 7 de la Charte européenne des droits fondamentaux.

La CEDH admet, il est vrai, que « pour préserver la sécurité nationale, les États [...] ont indéniablement besoin de lois qui habilitent les

80. De ce point de vue, « si les États disposent d'un pouvoir discrétionnaire en matière d'appréciation, la CJCE exerce toutefois un contrôle de la définition que les États donnent à l'ordre public lorsqu'ils en font usage pour fermer une frontière à un individu ou pour renvoyer un citoyen dans son pays d'origine » [Castillo et Chemin, 2001, cité dans Grosbon, 2003, p. 118].

81. G. R. Watson, Rapport sur une recommandation au conseil sur un espace de sécurité, de liberté et de justice : sécurité lors des réunions du Conseil européen et d'autres événements comparables, p. 6.

autorités internes compétentes à recueillir et à mémoriser dans des fichiers secrets des renseignements sur des personnes [...]. Néanmoins, [...], l'existence de garanties adéquates et suffisantes contre les abus [s'impose] car un système de surveillance secrète destiné à protéger la sécurité nationale crée un risque de saper, voire de détruire, la démocratie au motif de la défendre<sup>82</sup>. » Toute la question réside alors dans le fait de savoir si le développement du fichage des manifestants à l'occasion des événements altermondialistes offre ces garanties.

L'action commune du 26 mai 1997 prévoit qu'« il est nécessaire de prendre des dispositions plus précises afin d'assurer la coopération lors de rassemblements au sens large, c'est-à-dire d'événements où se trouvent rassemblées un grand nombre de personnes provenant de plusieurs États membres ou l'action policière vise avant tout à garantir l'ordre et la sécurité publics [...]. Sont entre autres considérés comme des "rassemblements", les compétitions sportives, [...] les manifestations et les barrages routiers<sup>83</sup>. »

Aussi bien, le manuel du groupe « coopération policière » à l'usage des autorités et des services de police sur la sécurité lors d'événements internationaux comme les réunions du Conseil européen, qui a pour « rôle de fournir des orientations et des idées aux États membres qui se chargent d'assurer la sécurité lors d'événements internationaux<sup>84</sup> », contient des dispositions fort précises : il est conseillé aux États membres de « transmettre à [...] l'État organisateur une analyse permanente des risques concernant les éventuels manifestants et autres groupes connus dont on attend la présence à l'événement et qui sont censés constituer une menace potentielle pour le maintien de l'ordre » [*Ibid.*, p. 10].

La coopération policière passe également par la circulation de différents types de fichiers informatisés, avec en tout premier lieu le SIS (Système d'information Schengen). Or, comme le souligne Watson, « de nombreuses personnes arrêtées aux frontières (surtout à Gênes) ont été fichées dans le SIS par des États membres en raison de faits (par exemple participer à une manifestation antinucléaire) qui sont légitimes dans d'autres États membres ».

82. CEDH, 26 mars 1987, Arrêt Leander, vol. 116, p. 6, § 59 et 60.

83. Action commune du 26 mai 1997 adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'union européenne relative à la coopération policière dans le domaine de l'ordre et de la sécurité publique, Journal officiel des communautés européennes, n° L 147 du 5 mai 1997, p. 1.

84. Groupe coopération policière, manuel à l'usage des autorités et des services de police sur la sécurité lors d'événements internationaux comme les réunions du Conseil européen, 12 novembre 2002, p. 1.

Plus encore, les personnes fichées n'ont pas le droit de communication sur les données les concernant, ce qui est contraire au droit communautaire et aux législations nationales de plusieurs États européens<sup>85</sup>. Enfin, les dispositions des accords de Schengen prévoient que le fichage n'est possible que pour les personnes dont il est établi qu'elles sont réellement dangereuses. La pratique, en fait, tend à montrer que le fichage s'est développé de manière relativement extensive, à tel point que l'on est légitimement amené à se demander si certaines opérations de maintien de l'ordre n'ont pas pour seul objectif de nourrir le SIS.

Au total, l'analyse des évolutions récentes en matière de coopération policière, encore mal encadrées par le droit, montre que l'écart entre le droit positif et la pratique, déjà noté ailleurs en matière d'ordre public<sup>86</sup>, permet de limiter les droits des manifestants. Le blocage aux frontières, bien que sous contrôle *ex post* du juge, permet *de facto* d'entraver la liberté de circulation ; le fichage et l'échange de données sur les manifestants se développent dans une opacité qui ne permet pas l'exercice du contrôle juridictionnel *ex ante*<sup>87</sup>. C'est là, bien plus que dans tout autre aspect, parfois spectaculaire, des modalités du maintien de l'ordre, que se nichent les inflexions majeures qui pourraient potentiellement déboucher sur une transformation durable de la philosophie et de la doctrine du maintien de l'ordre public, par le retour déguisé à un régime légitimé d'interdiction préalable, ou, pour reprendre une heureuse expression employée par Mike King [2005], une « incapacitation sélective des protestations ».

85. Par exemple en France, la loi Informatique et libertés.

86. Fillieule [1997] ; Favre [1993].

87. Grosbon [2003].



## BIBLIOGRAPHIE

---

- ADAMEK (R. J.) et LEWIS (J. M.), « Social Control Violence and Radicalization : The Kent State Case », *Social Forces*, 51, mars 1973, p. 342-347.
- AGRIKOLIANSKY (É.), FILLIEULE (O.) et NONNA (M.), *L'Altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.
- AHIRE (P. T.), *Imperial Policing : The Emergence and Role of the Police in Colonial Nigeria 1860-1960*, Milton Keynes, Open University Press, coll. « New Directions in Criminology », 1991.
- AN (M.), « Free Speech, Post Office Sidewalks, and the Public Forum Doctrine », *Harvard Civil Rights Civil Liberties Review*, 1991, p. 633-648.
- ANDERSON (A.), *Media, Culture and the Environment*, Londres, UCL Press, 1997.
- ANDERSON (D. M.) et KILLINGRAY (D.), *Policing the Empire : Government, Authority and Control, 1830-1940*, Manchester, Manchester University Press, 1991.
- ANDERSON (D. M.) et KILLINGRAY (D.), *Policing and Decolonisation : Politics, Nationalism and the Police, 1917-1965*, Manchester, Manchester University Press, 1992.
- ANDERSON (M.) et DEN BOER (M.) (eds), *Policing Across National Boundaries*, Londres, Pinter, 1994.
- ANDRETTA (M.), DELLA PORTA (D.), MOSCA (L.) et REITER (H.), *Global, noglobal, new global : la protesta contro il G8 a Genova*, Bari-Rome, Laterza, 2002.
- APPLEGATE (R.), *Riot Control : Material and Techniques*, Harrisburg (Pa.), Stackpole Books, 1969.
- AUSTINE (G. R.), « Time, Place and Manner Regulations of Expressive Activities in the Public Forum », *Nebraska Law Review*, 1982, p. 167-186.

- BAKER (K.), *Au tribunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Payot, 1995 [trad. de l'anglais, 1990].
- BALME (R.), CHABANET (D.) et WRIGHT (V.), *L'Action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- BARNES (S.) et KAASE (M.), *Political Action : Mass Participation in Five Western Democracies*, Londres, Sage, 1979.
- BARRANCO (J.) et WISLER (D.), « Validity and Systematicity of Newspaper Data in Event Analysis », communication, *The Second European Conference on Social Movements*, Vitoria, 2-5 octobre 1996.
- BAYER-KATTE (W. von), « Das sozialistische Patientenkollektiv in Heidelberg (SPK) », *Analyzen zum Terrorismus*, 3, 1982, p. 184-316.
- BAYLEY (D.), « Accountability and Control of Police : Lessons from Britain », dans T. Bennet (ed.), *The Future of Policing*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Cropwood Conference Series », 1983.
- BAYLEY (D.), *Police for the Future*, Oxford, Oxford University Press, 1996.
- BAYON (N.) et MASSE (J. P.), *L'Antimondialisation et la Violence : quelles implications sécuritaires pour l'avenir ?*, rapport non publié.
- BENNANI-CHRAÏBI (M.) et FILLIEULE (O.) (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- BENT (A.), *The Politics of Enforcement*, Lanham (Md.), Lexington Books, 1974.
- BENYON (J.), « The Policing Issue », dans J. Benyon (ed.), *Scarman and After*, Oxford, Pergamon Press, 1984, p. 99-113.
- BIANCO (L.), *Jacqueries et révolution dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de La Martinière, 2005.
- BIGO (D.), *Polices en réseaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- BIGO (D.) et al., *Étude comparée des concepts et doctrines de maintien de l'ordre et d'interventions antiterroristes en Europe : Allemagne, Espagne, Italie, Grèce, Irlande du Nord et aux États-Unis*, synthèse, Saint Cyr, Centre d'études sur les conflits, mai 2002.
- BITTNER (E.), *The Functions of the Police in a Modern Society*, Washington (D. C.), US Government Printing Office, 1970.
- BJÖRK (M.) et PETERSON (A.) (eds), *Vid politikens yttersta gräns. Perspektiv på EU-toppmöter i Göteborg 2001*, Stockholm, Brutus Östlings Bokförlag Symposion, 2002.
- BJÖRK (M.) et PETERSON (A.) (eds), *Policing Contentious Politics in Denmark and Sweden*, Göteborg, Department of Sociology, Göteborg Studies in Sociology (à paraître).

- BLACK (L.) et HILL (J.), « Dellinger Is Arrested but World not Watching : Protests Smaller, Tend to Fizzle out », *Chicago Tribune*, jeudi 29 août 1966, section 2, p. 5.
- BOGHOSIAN (H.), *The Assault on Free Speech, Public Assembly, and Dissent : A National Lawyers Guild Report on Government Violations of First Amendment Rights in the US*, Great Barrington (Mass.), North River Press, 2004.
- BORA (T.), « Polis Devleti », *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, tome 14, İletişim Yayınlar, 1996, p. 1071-1073.
- BOURDIEU (P.), *Le Sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.
- BOURDIEU (P.), « La force du droit. Éléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 64, septembre 1986.
- BOURDIEU (P.), « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145, décembre 2002.
- BOWDEN (T.), *Beyond the Limits of the Law*, Harmondsworth, Penguin, 1978.
- BOWES (S.), *The Police and Civil Liberties*, Londres, Lawrence and Wishart, 1966.
- BRAUD (P.) (dir.), « La violence politique dans les démocraties occidentales », *Cultures et Conflits*, 9-10, 1993.
- BRAUD (P.), *Violences politiques*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Essais », 2004.
- BREARLEY (N.) et KING (M.), « Policing Social Protest : Some Indicators of Change », dans C. Critcher et D. Waddington (eds), *Policing Public Order : Theoretical and Practical Issues*, Aldershot, Avebury, 1996a, p. 101-117.
- BREARLEY (N.) et KING (M.), *Public Order Policing : Contemporary Perspectives on Strategy and Tactics*, Leicester, Perpetuity Press, 1996b.
- BRECHER (J.), *Strike !*, Boston (Mass.), South End Press, 1972.
- BREWER (J.), GUELKE (A.), HUME (I.), MOXON-BROWNE (E.) et WILFORD (R.), *The Police, Public Order and the State : Policing in Great Britain, Northern Ireland, the Irish Republic, Israel, South Africa and China*, Basingstoke, Macmillan, 1988.
- BRITISH SOCIETY FOR SOCIAL RESPONSIBILITY IN SCIENCE, *Technocop*, Londres, Free Association, 1983.
- BROCKETT (C.), « A Protest-Cycle Resolution of the Repression/Popular-Protest Paradox », dans M. Traugott (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham (N. C.), Duke University Press, 1995, p. 117-144.
- BRODEUR (J.-P.), « Maintien et imposition de la paix en Somalie », *Cultures et Conflits*, « Un nouveau paradigme de la violence », 29-30, janvier 1998.
- BROGDEN (M.) et SHEARING (C.), *Policing for a New South Africa*, Londres, Routledge, 1993.

- BROTHERS (J.), « Communication Is the Key to Small Demonstration Control », *Campus Law Enforcement Journal*, septembre-octobre 1985, p. 13-16.
- BRUNETEAUX (P.), *La Violence d'État dans un régime démocratique : les forces de maintien de l'ordre en France, 1880-1980*, thèse, Paris, Université Paris I, 1993.
- BRUNETEAUX (P.), *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'État en régime démocratique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- BURDEN (O. P.), « Law Enforcement and the Preservation of Civil Rights : Peacekeeping and the Thin Blue Line », *The Police Chief*, 59, juin 1992, p. 16-26.
- BUSCH (H.) et al. (Hrsg.), *Die Polizei in der Bundesrepublik*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1988.
- BÜYÜKDÖĞERLİ (E.), *Toplumsal Olaylar ve Müdahale Esasları*, Polis Okulları Ders Kitabı, Ankara, 1992.
- Les Cahiers de la sécurité intérieure*, « Maintien de l'ordre. Vers l'institutionnalisation de la police des manifestations ? », 27, 1997.
- CAIN (M. E.), *Society and the Policeman's Role*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1973.
- CALDERÓN MOLGARA (M. A.), *Violencia política y elecciones municipales en Michoacán y Guerrero*, mémoire de sociologie, Mexico, Instituto de Investigaciones, 1999.
- CANOSA (R.), *La polizia in Italia dal 1945 a oggi*, Bologne, Il Mulino, 1976.
- CARDON (D.) et HEURTIN (J.-Ph.), « Tenir les rangs. Les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936) », dans P. Favre (dir), *La Manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 123-155.
- CARSEN (W.), « Janitors Halt Traffic in Financial District », *San Francisco Chronicle*, 27 juillet 1996, A14.
- CAWTHRA (G.), *South Africa's Police : From Police State to Democratic Policing*, Londres, Catholic Institute for International Relations, Insight Series, 1992.
- CAWTHRA (G.), *Policing South Africa : The South African Police and the Transition from Apartheid*, Londres, Zed Books, 1993.
- CERRAH (I.), « Police Training for Public Events in Turkey », *Security Journal*, 7 (4), 1996, p. 135-149 et p. 295-299.
- CERRAH (I.), « Toplumsal Olaylar ve Çevik Kuvvet Eğitimi », *Anıme İdaresi Dergisi*, 30 (3), 1997a, p. 135-149.
- CERRAH (I.), « Police Order Police Training in Turkey and its Impact on Police Practices », *Security Journal*, 9 (1-3), 1997b, p. 171-176.

- CERRAH (I.), SEVİNDİK (M.) et KAVRUK (M.), *Güvenlik Güçleri için Yakın Savunma Teknikleri. Teori ve Pratik*, İstanbul, Emniyet Genel Müdürlüğü Polis Akademisi Başkanlığı, 2002.
- CHAMPAGNE (P.), *Faire l'opinion*, Paris, Minuit, 1990.
- CHAN (J.), « Changing Police Culture », *British Journal of Criminology*, 36 (1), 1996, p. 109-133.
- CHANDLER (R.), « The Role of Law Enforcement in Student Confrontations », *Law and Order*, octobre 1986, p. 74-75.
- CHÂTEAURAYNAUD (F.) et TORNÉ (D.), *Les Sombres Précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, EHESS Éditions, 1999.
- CHIBRET (R.-P.), « Action collective et changement politique en Allemagne de l'Est. Le "tournant" de la RDA (1989-1990) », *Revue française de science politique*, 45 (5), octobre 1995, p. 791-822.
- CHIESA (G.), *G8/Genova*, Turin, Einaudi, 2001.
- CILLIERS (J.), « Reigning in the Riot Police », *Crime and Conflict*, 1, 1995, p. 25-28.
- CLUTTERBUCK (R.), *Britain in Agony*, Harmondsworth, Penguin, 1980 [édition révisée].
- COLOMBA (G.), *Polizia e ordine pubblico : Il controllo della protesta e della violenza negli stadi*, tesi di laurea, Florence, Université de Florence, faculté de science politique Cesare-Alfieri, 2003.
- COMBES (H.), « De la rue au Palais municipal. La gestion des conflits sociaux par le Parti de la révolution démocratique à Mexico (1997-1998) », *Cahiers des Amériques latines*, 33, 2000, p. 153-172.
- COMBES (H.), *De la politique contestataire à la fabrique partisane*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris III, 2004.
- COMISIÓN NACIONAL DE DERECHOS HUMANOS, *Informe de la Comisión Nacional de Derechos Humanos sobre las quejas presentadas por el PRD*, Mexico, 1994.
- CONTAMIN (J.-G.), « De la fécondité épistémologique d'un rapprochement historique incongru : la pétition guillotiné et ce qu'elle enseigne sur une forme d'action publique citoyenne », dans P. Laborier et D. Trom (dir), *Historicité de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, p. 393-418.
- CORCUFF (P.) et SANIER (M.), « Politique publique et action stratégique en contexte de décentralisation. Aperçus d'un processus décisionnel "après la bataille" », *Annales-Histoire, sciences sociales*, 55 (4), 2000, p. 845-869.
- CORSO (G.), *L'ordine pubblico*, Bologne, Il Mulino, 1979.
- COULTER (J.), MILLER (S.) et WALKER (M.), *State of Siege : Miners' Strike 1984*, Londres, Canary Press, 1984.

- CRESS (D. M.), *Nonprofit Incorporation among Movements of the Poor : Pathways and Consequences for Homeless Social Movement Organizations*, article non publié, Boulder (Colo.), University of Colorado, Department of Sociology, 1996.
- CRITCHER (C.), « On the Waterfront : Applying the Flashpoints Model to Protest Against Live Animal Exports », dans C. Critcher et D. Waddington (eds), *Policing Public Order : Theoretical and Practical Issues*, Aldershot, Avebury, 1996, p. 53-70.
- CRITCHER (C.) et WADDINGTON (D.) (eds), *Policing Public Order : Theoretical and Practical Issues*, Aldershot, Avebury, 1996.
- CRITCHLEY (T.), *The Conquest of Violence*, Londres, Constable, 1970.
- CRUCES (F.), « El ritual de la protesta en las marchas urbanas », dans N. García Canclini, *Cultura y comunicación en la ciudad de México*, 2<sup>e</sup> partie, Mexico, UAM-I/Grijalbo, 1998.
- CRUZ (X.) et TAMAYO (S.), « La marche de la dignité indigène », *Le Mouvement social*, 202, 2003, p. 95-111.
- CUMBERBATCH (G.) et MORRISON (D.), *Television and the Miners' Strike*, Londres, Broadcasting Research Unit, 1986.
- DALTON (R.), *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in advanced Industrial Democracies*, Chatham (N. J.), Chatham House Publishers, 1996.
- DAVENPORT (C.), JOHNSTON (H.) et MUELLER (C.) (eds), *Repression and Mobilization*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 2005.
- DE BIASI (R.), « The Policing of Hoogalism in Italy », Florence, Institut universitaire européen, Centre Robert-Schuman, *Working Paper*, 1996.
- DELLA PORTA (D.), *Social Movements, Political Violence and the State : A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- DELLA PORTA (D.), « Social Movements and the State : Thoughts on the Policing of Protest », dans D. McAdam, J. D. McCarthy et M. N. Zald (eds), *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 62-92.
- DELLA PORTA (D.), « Police Knowledge and Protest Policing : Some Reflections on the Italian Case », dans D. Della Porta et H. Reiter (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998, p. 228-251.
- DELLA PORTA (D.), « The Political Discourse on Protest Policing », dans M. Giugni, D. McAdam et C. Tilly (eds), *How Movements Matter*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1999.

- DELLA PORTA (D.) et FILLIEULE (O.), « Policing Social Protest », dans D. Snow et al. (eds), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004, p. 217-241.
- DELLA PORTA (D.), FILLIEULE (O.) et REITER (H.), « Policing Protest in France and Italy. From Intimidation to Cooperation? », dans S. Tarrow et D. Meyer (eds), *The Social Movement Society. Contentious Politics for a New Century*, Lanham (Md.), Rowman and Littlefield, 1998, p. 111-130.
- DELLA PORTA (D.), PETERSON (A.) et REITER (H.) (eds), *The Policing of Transnational Protest*, Aldershot, Ashgate, 2006 [à paraître].
- DELLA PORTA (D.) et REITER (H.) (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998.
- DELLA PORTA (D.) et REITER (H.), « Les transformations de la place du judiciaire en Italie », dans P. Robert et A. Cottino (dir.), *Les Mutations de la justice. Comparaisons européennes*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales. Déviance et société », 2001, p. 199-234.
- DELLA PORTA (D.) et REITER (H.), « Protesta noglobal e ordine pubblico », *Il Mulino*, 397, 2001, p. 871-882.
- DELLA PORTA (D.) et REITER (H.), *Polizia e protesta. Il controllo dell'ordine pubblico in Italia dalla Liberazione ai "noglobal"*, Bologne, Il Mulino, 2003.
- DELLA PORTA (D.) et REITER (H.), *La protesta e il controllo. Movimenti e forze dell'ordine nell'era della globalizzazione*, Milan, Altreconomia, 2004.
- DELLA PORTA (D.) et TARROW (S.) (eds), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham (Md.), Rowman and Littlefield, 2005.
- DEN BOER (M.) (ed.), *Undercover Policing and Accountability from an International Perspective*, Maastricht, European Institute of Public Administration, 1997.
- DEPARTMENT OF EMPLOYMENT AND PRODUCTIVITY, *In Place of Strife*, Londres, Parliamentary Papers, Cmnd 3888, 1969.
- Déviante et Société, « Autour de Egon Bittner », articles de E. Bittner, J.-P. Brodeur et F. Jobard, 25 (3), 2001, p. 279-307.
- DOBRY (M.), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multi-sectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.
- DOBRY (M.), *Le Renseignement politique interne dans les démocraties occidentales. État de la recherche*, dactyl., Paris, IHESI, 1992.
- DOMMANGET (M.), *Histoire du 1<sup>er</sup> mai*, Paris, Sudel, 1953.
- DONNER (F.), *Protectors of Privilege*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1990.
- DONOVAN (T. N.), *Royal Commission on Trade Unions and Employers Associations*, Londres, Parliamentary Papers, Cmnd 3623, 1968.

- DORRONSORO (G.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005.
- DUCLOS (N.), *Les Violences paysannes sous la Cinquième République*, Paris, Economica, 1998.
- DUMMETT (M.), *The Death of Blair Peach*, Londres, National Council for Civil Liberties, 1980a.
- DUMMETT (M.), *Southall 23 April 1979*, Londres, National Council for Civil Liberties, 1980b.
- DUNNING (E.), « Culture, civilisation et sociologie du sport », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 26, 1996, p. 18-32.
- DUNNING (E.), MURPHY (P.), NEWBURN (T.) et WADDINGTON (I.), « Violent Disorders in Twentieth Century Britain », dans R. Benewick et G. Gaskell, *The Crowd in Contemporary Britain*, Londres, Sage, 1987, p. 19-75.
- EARL (J.), MCCARTHY (J. D.) et SOULE (S.), « Protest Under Fire ? Explaining the Policing of Protest », *American Sociological Review*, 68, 2003, p. 581-606.
- EINWOHNER (R. L.), « Opportunity, Honor and Action in the Warsaw Ghetto Uprising of 1943 », *American Journal of Sociology*, 109 (3), novembre 2003, p. 650-675.
- ELIAS (N.), *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
- ELKE (S.), « Wendland ohne Demonstrationsrecht », *Bürgerrechte und Polizei*, 72, 2002, p. 36-42.
- ELLISON (G.) et SMYTH (J.), *The Crowned Harp. Policing Northern Ireland*, Londres, Pluto Press, 2000.
- EMSLEY (C.), *Policing and its Context*, Basingstoke, Macmillan, 1983.
- EMSLEY (C.), *The English Police : A Political and Social History*, Hemel Hempstead, Harvester Wheatsheaf, 1991.
- EMSLEY (C.) et BESSEL (R.), « Introduction », dans R. Bessel et C. Emsley (eds), *Patterns of Provocation : Police and Public Disorder*, Oxford, Berghahn Books, 2000, p. 2-17.
- ERGUT (F.), « The State and Civil Rights in the Late Ottoman Empire », *Journal of Mediterranean Studies*, 13 (1), 2003, p. 53-74.
- ERGUT (F.), *Modern Devlet ve Polis. Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Toplumsal Denetimin Diyalektiği*, Istanbul, İletişim Yayınları, 2004.
- ERICSON (R.) et DOYLE (A.), « Globalization and the Policing of Protest : The Case of APEC 1997 », *British Journal of Sociology*, 50 (4), 1999, p. 589-608.
- ERICSON (R.) et HAGERTY (K.), *Policing Risk Society*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

- ESCOBAR (E. J.), « The Dialectics of Repression : The Los Angeles Police Department and the Chicano Movement, 1968-1971 », *The Journal of American History*, mars 1993, p. 1483-1514.
- ETZIONI (A.), *Demonstration Democracy*, New York (N. Y.), Gordon and Breach, 1970.
- FAVRE (P.), « Nature et statut de la violence dans les manifestations contemporaines », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 1, avril-mai 1991, p. 149-170.
- FAVRE (P.), « La manifestation entre droit et politique », dans CURAPP, *Droit et Politique*, Paris, PUF, 1993, p. 281-292.
- FAVRE (P.) (dir), *La Manifestation*, Presses de Sciences Po, Paris, 1990.
- FAVRE (P.) et FILLIEULE (O.), *Manifestations pacifiques et manifestations violentes dans la France contemporaine, 1982-1990*, dactyl., Paris, IHESI, 1992, 200 p.
- FAVRE (P.) et FILLIEULE (O.), « La manifestation comme indicateur de l'engagement politique », dans P. Perrineau (dir), *L'Engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994, p. 115-140.
- FAVRE (P.), FILLIEULE (O.) et MAYER (N.), « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47 (1), février 1997, p. 3-28.
- FEDELI (F.), « Da sbirro a tutore della legge. L'emarginazione, i problemi della famiglia, la tensione, i pericoli di un mestiere difficile nelle lettere dei poliziotti », *Nuova Polizia*, supplément, 4, avril 1981.
- FILLIEULE (O.), *Contribution à une théorie compréhensive de la manifestation. Les formes et les déterminants de l'action manifestante dans la France des années 1980*, thèse de doctorat, dactyl., Paris, Institut d'études politiques, 1994.
- FILLIEULE (O.), « Police Records and the National Press in France. Issues in the Methodology of Data-Collection from Newspapers », Florence, Institut universitaire européen, Centre Robert-Schuman, *Working Paper*, 96/25, 1996.
- FILLIEULE (O.), *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- FILLIEULE (O.), « The Police and the Media : Dangerous Liaisons », communication, conférence internationale *Protest, the Public Sphere and Public Order*, Genève, 9-10 octobre 1998.
- FILLIEULE (O.), « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de "structure des opportunités politiques" », dans G. Dorronsoro, *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005.

- FILLIEULE (O.) et BENNANI-CHRAÏBI (M.), « Exit, voice et bien d'autres choses encore... », dans M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 43-126.
- FILLIEULE (O.) et BLANCHARD (P.), « Carrières militantes et engagements contre la globalisation », dans E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, Syllepse, 2005, p. 157-186.
- FILLIEULE (O.), BLANCHARD (P.) et al., « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian », *Politix*, 17 (68), 2005, p. 9-19.
- FILLIEULE (O.) et JOBARD (F.), *Le Maintien de l'ordre en France. Éléments d'un modèle de gestion des conflits manifestants par l'État*, dactyl., Paris, IHESI, octobre 1996, 159 pages.
- FILLIEULE (O.) et JOBARD (F.), « The Policing of Protest in France : Toward a Model of Protest Policing », dans D. Della Porta et H. Reiter (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998, p. 70-90.
- FILLIEULE (O.) et JOBARD (F.), « Le maintien de l'ordre en France : Éléments d'un modèle d'analyse de la police des foules », dans F. Lemieux et B. Dupont (dir.), *La Militarisation des appareils policiers*, Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2005, p. 77-110.
- FILLIEULE (O.) et MASSE (J. P.), « Fear in the City. Alterations in the Doctrine and Practices of Maintenance of Order Brought about by the Growth of Anti Globalization Protests », communication, conférence *Protest after Seattle*, Fishkebakil, 2004.
- FINE (B.) et MILLAR (R.), *Policing the Miners' Strike*, Londres, Lawrence and Wishart, 1985.
- FRANCISCO (R.), « The Dictators's Dilemma », dans C. Davenport, H. Johnston et C. Mueller (eds), *Repression and Mobilization*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 2005, p. 58-84.
- FRANCK (J. A.), « La dynamique des manifestations violentes », *Revue canadienne de science politique*, 17 (2), juin 1984, p. 325-349.
- FRANKFURTER (F.) et GREENE (N.), *The Labor Injunction*, Basingstoke, Macmillan, 1930.
- FRANZOSI (R.), « The Press as a Source of Socio-Historical Data », *Historical Methods*, 20, hiver 1987, p. 7-16.
- FUNDACIÓN OVANDO Y GIL Y SECRETARÍA DE DERECHOS HUMANOS DEL PRD, *Crónica de la violencia política : Guerrero*, Mexico, 1-2, 1998.

- FUNK (A.), « Innere Sicherheit : Symbolische Politik und exekutive Praxis », dans B. Blanke et H. Wollmann (Hrsg.), « 40 Jahre Bundesrepublik », *Leviathan*, numéro spécial, 1990.
- FUNK (A.), KAUSS (U.) et ZABERN (T. von), « Die Ansätze zu einer neuen Polizei. Vergleich der Polizeientwicklung in England/Wales, Frankreich und der Bundesrepublik Deutschland », dans E. Blankenburg, *Politik der inneren Sicherheit*, Francfort-sur-le-Main, 1980, p. 16-90.
- GALLAGHER (J.), « Anti-Social Security », *New Statesman and Society*, 31 mars 1995, p. 22-24.
- GAMSON (W. A.), *The Strategy of Social Protest*, Belmont (Calif.), Wadsworth, 1975.
- GAMSON (W. A.), « Movements and Media as Interacting Systems », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 528, juillet 1993, p. 115-125.
- GAMSON (W. A.) et McEVOY (J.), « Police Violence and Its Public Support », dans J. F. Short et M. E. Wolfgang (eds), *Collective Violence*, Chicago (Ill.), Aldine, 1972.
- GAMSON (W. A.) et MODIGLIANI (A.), « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, 95 (1), 1989, p. 1-37.
- GANS (H. J.), *Deciding what's News : A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, Londres, Constable, 1979.
- GARRET (D.), *The FBI and Martin Luther King Jr*, New York (N. Y.), Norton and Company, 1981.
- GEARY (R.), *Policing Industrial Disputes : 1893 to 1985*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- GENOA LEGAL FORUM, *Dalla parte del torto. Avvocati di strada a Genova*, Gênes, Fratelli Frilli, 2002.
- GEORGE (S.), « L'ordre libéral et ses basses œuvres », *Le Monde diplomatique*, août 2001.
- GILLHAM (P.) et MARX (G.), « Complexity and Irony in Policing and Protesting : The World Trade Organisation in Seattle », *Social Justice*, 27 (2), 2000, p. 67-93.
- GITLIN (T.), *The Whole World is Watching*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1980.
- GLASGOW UNIVERSITY MEDIA GROUP, *Bad News*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1976.
- GLASGOW UNIVERSITY MEDIA GROUP, *More Bad News*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1980.
- GÖKSU (T.), *Toplumsal Psikoloji*, Ankara, Özen Yayıncılık, 2000.



- GOLDSTONE COMMISSION, *Press Release by Mr Justice R. J. Goldstone*, Pretoria, 6 décembre 1991.
- GOLDSTONE (J. A.) et TILLY (C.), « Threat (and Opportunity) : Popular Action and State Response in the Dynamics of Contentious Action », dans R. R. Aminzade, J. A. Goldstone, D. McAdam et al., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 179-194.
- GOLDSTONE (R. J.), *Report of the Commission on Inquiry into Incidents at Sebokeng, Boipathong, Lekou, Sharpeville, and Evaton*, Johannesburg, Author, 1990.
- GÖLE (N.), *Musulmanes et Modernes. Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte, 1993.
- GOODWIN (J.), *No Other Way Out, States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- GORA (J. M.), GOLDBERGER (D.), STERN (G. M.) et HALPERIN (M.-H.), *The Right to Protest : The Basic ACLU Guide to Free Expression*, Carbondale (Ill.), Southern Illinois University Press, 1991.
- GP-GRUPO PARLAMENTARIO DEL PRD, *En defensa de los derechos humanos. Un sexenio de violencia política*, Mexico, PRD, 1994.
- GREENHOUSE (L.), « High Court Backs Limits on Protest at Abortion Clinic », *The New York Times*, 1<sup>er</sup> juillet 1994, A1, A16.
- GRESLE (F.), « Introduction à une sociologie de l'historiographie révolutionnaire. Quelques observations sur un bilan », *Revue française de sociologie*, 30 (3-4), 1989, p. 371-403.
- GRIEBENOW (O.) et BUSCH (H.), « Weder Reisefreiheit noch Demonstrierungsrecht in der EU ? », *Bürgerrechte & Polizei/Cilip*, 69 (2), 2001, p. 63-69.
- GRILLO (A.), *Livorno : una rivolta tra mito e memoria. 14 luglio 1948 lo sciopero generale per l'attentato a Togliatti*, Pise, Bibliothèque Franco-Serantini, 1996.
- GRIMAUD (M.), *En mai, fais ce qu'il te plaît*, Paris, Stock, 1977.
- GROSBON (S.), *Liberté de manifester et droits du manifestant*, mémoire de DEA, Paris, Université Paris X-Nanterre, 2003.
- GRUBER (C.), « The Lesson of Cedar Grove », *The Police Chief*, septembre 1990, p. 12-15.
- GUBITOSA (C.), *Genova nome per nome. Le violenze, i responsabili, le ragioni. Inchiesta sui giorni e i fatti del G8*, Milan-Piacenza, Altreconomia-Berti, 2003.
- GURR (T. R.), *Why Men Rebel*, Princeton (Mass.), Princeton University Press, 1970.
- HABERMAS (J.), *The Inclusion of the Other*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1998.
- HABERMAS (J.), *The Postnational Constellation : Political Essays*, Cambridge, Polity, 2001.
- HAFEZ (M.), *Why Muslims Rebel. Repression and Resistance in the Islamic World*, Boulder (Colo.), Lynne Rienner Publishers, 2003.
- HAHN (H.), « Civic Responses to Riots : A Reappraisal of Kerner Commission Data », *Public Opinion Quarterly*, 34, 1970, p. 101-107.
- HALL (S.), CHRICHER (C.), JEFFERSON (T.), CLARKE (J.) et ROBERTS (B.), *Policing the Crisis*, Basingstoke, Macmillan, 1978.
- HALLIN (D.), *The Uncensored War : The Media and Vietnam*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1986.
- HARRIS (S.), *A Day that Made History : Sharpeville*, Londres, Dryad Press, 1988.
- HEYMAN (P.) (ed.), *Towards Peaceful Protest in South Africa : Testimony of Multinational Panel Regarding Lawful Control of Demonstrations in the Republic of South Africa*, Pretoria, HSRC Publishers, 1992.
- HILLS (A.), « Militant Tendencies », *British Journal of Criminology*, 35 (3), été 1995, p. 450-458.
- HOLDAWAY (S.), *The Racialisation of British Policing*, Basingstoke, Macmillan, 1996.
- HOYLE (C.), *Negotiating Domestic Violence : Police, Criminal Justice and Victims*, Oxford, Oxford University Press, 1998.
- HUBRECHT (H. G.), « Le droit français de la manifestation », dans P. Favre (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 181-206.
- HUMAN RIGHTS WATCH, *Country Summary*, janvier 2005 (www.hrw.org).
- HUNTINGTON (S. P.), *Political Order in Changing Societies*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1968.
- IFFLANDER (H.), *Protesthanterings kulturella inramning - En jämförelse av opinionsbildningens roll i Sverige och Danmark vid utvecklingen av polisens protesthantering*, manuscrit non publié, CD essay, Göteborg, Göteborg University, Department of Sociology, 2002.
- INGLEHART (R.), *Modernization and Postmodernization. Cultural, Economical and Political Change in 43 Societies*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1997.
- INNES (M.), « Professionalising the Role of the Police Informant : The British Experience », *Policing and Society*, 9 (4), 2000, p. 357-384.
- INTERNATIONAL ASSOCIATION OF CHIEFS OF POLICE, « Civil Disturbances », *The Police Chief*, octobre 1992, p. 138-145.

- JACKSON (B.) et WARDLE (T.), *The Battle for Orgreave*, Brighton, Vanson Wardle, 1986.
- JAIME-JIMÉNEZ (O.) et REINARES (F.), « The Policing of Mass Demonstrations in Spain : From Dictatorship to Democracy », dans D. Della Porta et H. Reiter (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minnesota (Minn.), University of Minnesota Press, 1998.
- JEFFERSON (T.), « Beyond Paramilitarism », *British Journal of Criminology*, 27, hiver 1987, p. 47-53.
- JEFFERSON (T.), *The Case Against Paramilitary Policing*, Milton Keynes, Open University Press, 1990.
- JEFFERSON (T.), « Le contrôle de la culture policière : le cas des forces militarisées de maintien de l'ordre », *Déviance et Société*, 16 (4), 1992, p. 377-391.
- JEFFERSON (T.), « Pondering Paramilitarism », *British Journal of Criminology*, 33 (3), 1993, p. 374-381.
- JEFFERY (K.) et HENNESSY (P.), *States of Emergency*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1983.
- JENKINS (J. C.) et AGONE (J.), « Political Opportunities and African-American protest, 1948-1997 », *American Journal of Sociology*, 109 (2), septembre 2003, p. 277-303.
- JESSEN (R.), « Polizei und Gesellschaft. Zum Paradigmenwechsel in der Polizeigeschichtsforschung », dans P. Gerhard et K. M. Mallman (Hrsg.), *Die Gestapo. Mythos und Realität*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1995, p. 19-43.
- JOBARD (F.), « Le banni et l'ennemi. D'une technique policière de maintien de la tranquillité et de l'ordre publics », *Cultures et Conflits*, « Construire l'ennemi intérieur », 43, automne 2001, p. 151-182.
- JOBARD (F.), *Bavures policières ? La force publique et ses usages*, Paris, La Découverte, 2002.
- JOBARD (F.), « Usages et ruses des temps. L'unification des polices berlinoises après 1989 », *Revue française de science politique*, 53 (3), juin 2003a, p. 351-382.
- JOBARD (F.), « Les deux visages de la sécurité en Allemagne », dans J. Froment et al. (dir.), *Les États à l'épreuve de la sécurité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2003b, p. 192-216.
- JOBARD (F.), « L'ajustement et le hiatus. La prison allemande après la Réunification », dans P. Lascoumes et Ph. Artières (dir.), *Gouverner et enfermer*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 83-110.
- JOHNSTON (H.), « Talking the Walk : Speech Acts and Resistance in Authoritarian Regimes », dans C. Davenport, H. Johnston et C. Mueller (eds), *Repression and Mobilization*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 2005, p. 108-137.
- JOHNSTON (L.), *The Rebirth of Private Policing*, Londres, Routledge, 1992.
- JOHNSTON (L.), « Policing Diversity : The Impact of the Public-Private Complex in Policing », dans F. Leishman, B. Loveday et S. P. Savage, *Core Issues in Policing*, Londres, Longman, 1995, p. 54-70.
- JONES (T.), NEWBURN (T.) et SMITH (J.), « Policing and the Idea of Democracy », *British Journal of Sociology*, 36 (2), 1996, p. 182-198.
- KARSTEDT-HENKE (S.), « Soziale Bewegung und Terrorismus : Alltagstheorien und sozialwissenschaftliche Ansätze zur Erklärung des Terrorismus », dans E. Blankenburg (E.) (Hrsg.), *Politik der inneren Sicherheit*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1980.
- KETTLE (M.), « The National Reporting Centre and the 1984 Miners' Strike », dans B. Fine et R. Millar (eds), *Policing the Miners' Strike*, Londres, Lawrence and Wishart, 1985.
- KHAWAGA (M.), « Repression and Popular Collective Action : Evidence from the West Bank », *Sociological Forum*, 18 (1), 1993, p. 47-71.
- KING (M.), « Policing Social Protest : Some Indicators of Change », dans C. Critcher et D. Waddington (eds), *Policing Public Disorder*, Aldershot, Avebury, 1996.
- KING (M.), « D'une gestion policière réactive à la gestion des manifestants ? La police et les manifestations antimondialisation au Canada », *Cultures et Conflits*, « Militaires et sécurité intérieure », 56, 2005.
- KING (M.) et WADDINGTON (D.), « Coping with Disorder ? The Changing relationship between Police Public Order Strategy and Practice. A Critical Analysis of the Burnely Riot », *Policing and Society*, 14 (2), 2004, p. 118-137.
- KITSCHOLT (H.), « Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 16, 1986, p. 57-85.
- KLANDERMANS (B.) et TARROW (S.) (eds), « Mobilization into Social Movements : Synthesizing European and American Approaches », *International Social Movement Research*, 1, 1988, p. 1-38.
- KLEINKNECHT (G. H.) et MIZELL (G.), « Abortion : A Police Response », *FBI Law Enforcement Bulletin*, mars 1982, p. 20-23.
- KLIBÈS (G.), *Un coup... Tirez bas... Feu ! Genève, 9 novembre 1932*, Genève, Slatkine, 1992.
- KÖNIG (M.) et al., *Geschichte des Kantons Zürich. Bd. 3, 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich, Werdverlag, 1994, p. 250-349.
- KOOPMANS (R.), *Bridging the Gap : The Missing Link Between Political Opportunities and Movement Action*, manuscrit non publié, 1990.

- KOOPMANS (R.), « Dynamics of Repression and Mobilization : The German Extreme Right in the 1990's », *Mobilization : An International Journal*, 2 (2), 1997, p. 149-164.
- KORKUSUZ (H.), « Öğrenci olaylarının perde arkası », *Polis Dergisi*, 18, 1999.
- KOTT (S.), *Le Communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001.
- KRASKA (P.) et KAPPELER (V.), « Militarising American Police : The Rise and Normalisation of Paramilitary Units », *Social Problems*, 44 (1), 1997, p. 1-17.
- KREIS (G.), *La Protection politique de l'État en Suisse*, Berne, Haupt, 1993.
- KRIESI (H.), *Die Zürcher Bewegung. Bilder, Interaktionen, Zusammenhänge*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1984.
- KRIESI (H.), « The Political Opportunity Structure of New Social Movements : Its Impact on Their Mobilization », dans J. C. Jenkins et B. Klandermans (eds), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on State and Social Movements*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1995, p. 167-198.
- KRIESI (H.) et al., *Politische Aktivierung in der Schweiz*, Diessenhofen, Verlag Rüegger, 1981.
- KRIESI (H.), KOOPMANS (R.), DUYVENDACK (J. W.) et GIUGNI (M.), *The Politics of New Social Movements in Western Europe*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1995.
- KRIESI (H.) et WISLER (D.), « Social Movement and Direct Democracy », *European Journal of Political Research*, juin 1996, p. 19-40.
- KUHN (E.), *Der Tag der Entscheidung. Leipzig, 9. Oktober 1989*, Berlin, Ullstein, 1992.
- KUHN (E.), « Wir sind das Volk ». *Die friedliche Demonstration in Leipzig, 9. Oktober 1989*, Berlin, Ullstein, 1999 [2<sup>e</sup> éd.].
- KUL (M.) et DEMIR (F.), « Emniyet Teşkilatına Sosyolojik Bir Bakış », *Polis Dergisi*, 26, 2001 (<http://www.egm.gov.tr/polis.dergisi.asp>).
- KURZMAN (C.), « Structural Opportunity and Perceived Opportunity in Social-Movement Theory : The Iranian Revolution of 1979 », *American Sociological Review*, 61 (1), 1996, p. 153-170.
- LACEY (N.), WELLS (C.) et MEURE (D.), *Reconstructing Criminal Law. Critical Perspectives on Crime and the Criminal Process*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1990.
- LACROIX (B.), « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », dans M. Grawitz et J. Leca (dir.), *Traité de science politique*, tome 1, Paris, PUF, 1985, p. 469-565.
- LADNER (A.), « Lokale Politik und der Einfluss lokalpolitischer Akteure », *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie*, 20 (2), 1994.
- LANE (R.), « Urban Police and Crime in Nineteenth-Century America », *Crime and Justice*, 15, 1992, p. 1-50.
- LAPP (P.-J.), « DDR-Kommunalwahlen 1989 », *Deutschland Archiv*, 22, 1989.
- LEGRANDE (J. L.), « Nonviolent Civil Disobedience and Police Enforcement Policy », *Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science*, 58, 1967, p. 393-404.
- LENS (S.), *Radicalism in America*, New York (N. Y.), Crowell, 1969.
- LEONARD (T.), « Policing the Miners », *Policing*, 1 (2), 1985, p. 96-102.
- LÉPINE (L.), *Mes souvenirs*, Paris, Payot, 1929.
- LEVY (R.) et MONJARDET (D.), « Les polices nationales et l'unification européenne, enjeux et interactions. Remarques introductives », *Cultures et Conflits*, « Approches comparées des polices en Europe », 48, mai 2003.
- LINDENBERGER (T.), « Die deutsche Volkspolizei (1945-1990) », dans Th. Die-drich, H. Ehlert et R. Wenzke (Hrsg.), *Im Dienste der Partei. Handbuch der bewaffneten Organen der DDR*, Berlin, Christopher Links, coll. « Forschungen zur DD-Gesellschaft », 1998, p. 97-152.
- LIPSET (S. M.), « Why Cops Hate Liberals – And Vice Versa », dans W. J. Bopp (ed.), *The Police Rebellion. A Quest for Blue Power*, Springfield (Ill.), Thomas, 1971, p. 23-39.
- LIPSKY (M.), *Protest in City Politics. Rent Strikes, Housing, and the Power of the Poor*, Chicago (Ill.), Rand MacNally and Company, coll. « American Politics Research Series », 1970.
- LOVEDAY (B.), « Central Coordination, Police Authorities and the Miners' Strike », *Political Quarterly*, 57, janvier-mars 1986, p. 60-73.
- LÜDTKE (A.) (Hrsg.), « Sicherheit » und « Wohlfahrt » : *Polizei, Gesellschaft und Herrschaft im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1992, p. 7-33.
- LYON (D.), *Surveillance after September 11*, Cambridge, Polity, 2003.
- MANNING (P. K.), « The Social Control of Police Work », dans S. Holdaway (ed.), *British Police*, Londres, Edward Arnold, 1979, p. 41-65.
- MANWARING-WHITE (S.), *The Policing Revolution*, Brighton, Harvester, 1983.
- MARENIN (O.), *Policing Change, Changing Police*, New York (N. Y.), Garland Publishing, 1996.
- MARINO (G. C.), *La repubblica della forza. Mario Scelba e le passioni del suo tempo*, Milan, Franco Angeli, 1995.
- MARKS (M.), « New Motives, New Methods : Policing in KwaZulu Natal », *Crime and Conflict*, 7, 1996, p. 9-13.
- MARKS (M.), « Changing Police, Policing Change : The Case of KwaZulu Natal », *Society in Transition*, 28 (1-4), 1997, p. 54-69.

- MARKS (M.), « Policing for Democracy : A Case for Paramilitary Policing », *Crime and Conflict*, 11, 1998, p. 19-22.
- MARKS (M.), « Changing Dilemmas and the Dilemmas of Change : Transforming the Public Order Police Unit in Durban », *Policing and Society*, 8 (2), 1999, p. 157-180.
- MARKS (M.), *Transforming the Robocops ? Changing Police in South Africa*, Scottsville, University of KwaZulu Natal Press, 2005.
- MARX (G. T.), « Thoughts on a Neglected Category of Social Movement Participant : The Agent Provocateur and the Informant », *American Journal of Sociology*, 80, 1974, p. 402-442.
- MARX (G. T.), « External Efforts to Damage or Facilitate Social Movements : Some Patterns, Explanations, Outcomes and Complications », dans J. McCarthy et N. Zald (eds), *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge (Mass.), Winthrop Pub, 1979, p. 94-125.
- MARX (G. T.), *Undercover : Police Surveillance in America*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1988.
- MARX (G. T.), « Some Reflections on the Democratic Policing of Demonstrations », dans D. Della Porta et H. Reiter (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998, p. 253-270.
- MAWBY (R.), *Policing Images : Policing Communication and Legitimacy*, Cul-lompton, Willan, 2002.
- MCADAM (D.), *Political process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1982 [2<sup>e</sup> éd., 1999].
- MCADAM (D.), « Tactical Innovation and the Pace of Insurgency », *American Sociological Review*, 48, 1983, p. 735-754.
- MCADAM (D.), *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1999 [2<sup>e</sup> éd., 1<sup>re</sup> éd., 1982].
- MCADAM (D.) et WILTFANG (G.), « The Costs and Risks of Social Activism : A Study of Sanctuary Movement Activism », *Social Forces*, 69 (4), 1991, p. 987-1010.
- MCCABE (S.), WALLINGTON (P.), ALDERSON (J.), GOSTIN (L.) et MASON (C.), *The Police, Public Order and Civil Liberties : Legacies of the Miners' Strike*, Londres, Routledge, 1988.
- MCCAMMON (H. J.), « Legal Limits on Labor Militancy : Labor Law and the Right to Strike since the New Deal », *Social Problems*, 37 (2), 1990, p. 206-229.

- MCCARTHY (J. D.), BRITT (D. W.) et WOLFSON (M.), « The Channeling of Social Movements in the Modern American State », *Social Movements, Conflict and Change*, 13, 1991, p. 45-76.
- MCCARTHY (J. D.) et MCPHAIL (C.), « The Emergence and Diffusion of Public Order Management Systems. Protest Cycles and Police Response », dans H. Kriesi, D. Della Porta et D. Rucht (eds), *Globalisation and Social Movements*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1995, p. 71-96.
- MCCARTHY (J. D.), MCPHAIL (C.) et SCHWEINGRÜBER (D.), « Policing Protest in the United States : From the 1960s to the 1990s », Florence, Institut universitaire européen, Centre Robert-Schuman, *Working Paper*, 1996.
- MCCARTHY (J. D.), MCPHAIL (C.) et SMITH (J.), « The Institutional Channeling of Protest : The Emergence and Development of U.S. Protest Management Systems », communication, XVIII<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Association internationale de sociologie, Bielefeld, 1994.
- MCCARTHY (J. D.), MCPHAIL (C.) et SMITH (J.), « Images of Protest : Estimating Selection Bias in Media Coverage of Washington Demonstrations, 1982-1991 », *American Sociological Review*, 61, décembre 1996, p. 478-499.
- MCCARTHY (J. D.) et ZALD (M. N.), « The Trend of Social Movements in America : Professionalization and Resource Mobilization », dans M. N. Zald et J. D. McCarthy (eds), *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick (N. J.), Transaction Books, 1987, p. 337-392.
- MCCLEINTOCK (I.) et al., « Police et violence collective », dans M. Szabo (dir.), *Police, culture et société*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1974.
- MCKINLEY (J. C.), « Gay Rights March Fight Leaves Mayor in Middle », *New York Times Friday*, 24 juin 1994.
- MCPHAIL (C.), « The Social Organization of Demonstrations », communication, Rencontres annuelles de l'American Sociological Association, Washington (D. C.), 1985.
- MCPHAIL (C.) et MCCARTHY (J.), « Protest Mobilization, Protest Repression and their Interaction », dans C. Davenport, H. Johnston et C. Mueller (eds), *Repression and Mobilization*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 2005, p. 3-32.
- MCPHAIL (C.), SCHWEINGRÜBER (D.) et MCCARTHY (J.), « Policing Protest in the United States », dans D. Della Porta et H. Reiter (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998, p. 49-69.
- MEDICI (S.), *Vite di poliziotti*, Turin, Einaudi, 1979.
- MELUCCI (A.), *Challenging Codes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

- MELVILLE (N.), « The ICD : No Bad Cops », *Crime and Conflict*, 14, 1998, p. 5-9.
- METIN (I.) et ERASLAN (F.), « Polis örgütünün görevleri ve yapı », *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, tome 6, Istanbul, İletim Yayınlar, 1996, p. 1637-1654.
- MEYER (D.) et TARROW (S.), « A Movement Society : Contentious Politics for a New Century », dans D. Meyer et S. Tarrow (eds), *The Social Movement Society : Contentious Politics for a New Century*, Lanham (Md.), Rowman and Littlefield., 1998, p. 1-28.
- MINKOFF (D. C.), « The Sequencing of Social Movements », *American Sociological Review*, à paraître.
- MOLOTCH (H.), « Media and Movements », dans J. D. McCarthy et M. N. Zald, *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Winthrop, 1979, p. 71-93.
- MOMBOISSE (R. M.), *Riots, Revolts and Insurrections*, Springfield (Ill.), Charles C. Taylor Publisher, 1967.
- MONJARDET (D.), *La Police au quotidien. Éléments de sociologie du travail policier*, Paris, GST-CNRS, Université Paris VII, 1984.
- MONJARDET (D.), « Le maintien de l'ordre : technique et idéologies professionnelles des CRS », *Déviance et Société*, 12 (2), 1988, p. 101-126.
- MONJARDET (D.), « La manifestation du côté du maintien de l'ordre », dans P. Favre (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 207-228.
- MONJARDET (D.), *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1996.
- MONSIVAIS (C.) et Scherer (J.), *Parte de guerra*, Mexico, Editorial Nuevo Siglo Aguilar, 1999.
- MONTEMAYOR (C.), *Rehacer la historia*, Mexico, Edición Planeta, 2000.
- MORGAN (J.), *Conflict and Order. The Police and Labour Disputes in England and Wales, 1900-1939*, Oxford, Clarendon Press, 1987.
- MORGAN (R.) et SMITH (D.), « Conclusions : Developing Themes in Policing Research », dans R. Morgan et D. Smith (eds), *Coming to Terms With Policing*, Londres, Routledge, 1989, p. 230-243.
- MUIR (W. Jr), *Police : Streetcorner Politicians*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1977.
- NAPOLI (P.), *Naissance de la police moderne. Pouvoir, normes, société*, Paris, La Découverte, coll. « Armillaire », 2003.
- NATIONAL COUNCIL FOR CIVIL LIBERTIES, *Civil Liberties and the Miners' Dispute : First Report of the Independent Inquiry*, Londres, National Council for Civil Liberties, 1984.

- NEBILER (H.), « 1980 sonrası polis », *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, tome 14, Istanbul, İletişim Yayınları, 1996, p. 1074-1075.
- NEUES FORUM LEIPZIG, *Jetzt oder nie – Demokratie !*, Leipzig, 1989.
- NEVEU (E.), « Médias, mouvement sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 17 (98), 1999, p. 17-86.
- NOGUES (T.), « La militarisation du champ de la sécurité publique : soldats et policiers internationaux maintiennent l'ordre public à Mitrovica (Kosovo) », dans F. Lemieux et B. Dupont (dir.), *La Militarisation des appareils policiers*, Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2005, p. 183-215.
- NORTHAM (G.), *Shooting in the Dark*, Londres, Faber and Faber, 1988.
- O'DONNELL (G.), SCHMITTER (P.) et WHITEHEAD (L.), *Transitions from Authoritarian Rule : Tentative Conclusions about Uncertain Transitions*, Baltimore (Md.), The Johns Hopkins University Press, 1986.
- OFFE (C.), *Les Démocraties modernes à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1997.
- OFFERLÉ (M.), « Descendre dans la rue : de la "journée" à la "manif" », dans P. Favre (dir.), *La Manifestation*, Presses de Sciences Po, 1990, p. 90-122.
- OFFICE FÉDÉRAL DE LA POLICE, DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE, SERVICE D'ANALYSE ET DE PRÉVENTION, « Le potentiel de violence résidant dans le mouvement antimondialisation », Berne, juillet 2001.
- OLIVIER (J. L.), « Causes of Ethnic Collective Action in the Pretoria-Witwatersrand-Vaal Triangle, 1970-1984 », *South African Sociological Review*, 2 (2), 1990.
- ÖNER (S.), *Halkın Polisi. Pol-Der Anıları*, Istanbul, İletişim Yayınları, 2003.
- OPPERWALL (S. G.), « Shopping for a Public Forum : Pruneyard Shopping Center V. Robins, Publicly used Private Property, and the Constitutionality of Protected Speech », *Santa Clara Law Review*, 21, 1981, p. 801-843.
- OSKARSSON (M.), « Dialog med förbehåll. Polisens kontaktgrupp, demonstrationsnätverken och det tragiska dilemma i Göteborg », dans M. Björk et A. Peterson (eds), *Vid politikens yttersta gräns : Perspektiv på EC-toppmöter i Göteborg 2001*, Stockholm, Brutus Östlings Bokförlag Symposium, 2002, p. 81-113.
- PALMER (S. H.), *Police and Protest in England and Ireland, 1780-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- PARSMO (J.), « Representativa representativité ? Om utomparlamentariska aktörers närvaro i pressens skildring av Göteborgsmötet », dans M. Björk et A. Peterson (eds), *Vid politikens yttersta gräns : Perspektiv på EC-toppmöter i Göteborg 2001*, Stockholm, Brutus Östlings Bokförlag Symposium, 2002, p. 144-175.

- PATERSON (N. H.), « Since the Meadowlands Sports Complex Is not a Public Forum, the Prohibition of all Literature Distribution and Fund Solicitation by Outside Organizations does not Violate the First Amendment », *Villanova Law Review*, 28 (3), 1982, p. 741-764.
- PEPINO (L.), « Obiettivo. Genova e il G8 : I fatti, le istituzioni, la giustizia », *Questione Giustizia*, 5, 2001, p. 881-915.
- PETERSON (A.), *Rainbow Coalitions and Neo-Sectarianism : Youth and the Drama of Immigration in Contemporary Sweden*, Aldershot, Ashgate, 1997.
- PETERSON (A.), *Contemporary Political Protest : Essays on Political Militancy*, Aldershot, Ashgate, 2001.
- PETERSON (A.) et OSKARSSON (M.), *Policing Political Protest. A Study of the Police Handling of Protest Events in Conjunction with the EU Summit meeting in Göteborg*, manuscrit non publié, 2001.
- PETERSON (A.) et OSKARSSON (M.), « Öppenhet och övervakning : Om sammandrabbningar mellan polis och demonstranter under EU-toppmötet i Göteborg 2001 », dans M. Björk et A. Peterson (eds), *Vid politikens yttersta gräns : Perspektiv på EC-toppmötet i Göteborg 2001*, Stockholm, Brutus Östlings Bokförlag Symposion, 2002, p. 114-143.
- PHILLIPS (M.) et EVANS (M.), « Intensifying Civil War : The Role of the South African Defense Force », dans P. Frankel, N. Pines et M. Swilling (eds), *State, Resistance and Change in South Africa*, Pretoria, Sigma Press, 1988, p. 117-145.
- PIGENET (M.), *Au coeur de l'activisme communiste des années de guerre froide. « La manifestation Ridgway »*, Paris, L'Harmattan, coll. « Chemins de la mémoire », 1992.
- PIKE (M.), *The Principles of Policing*, Basingstoke, Macmillan, 1985.
- PIVEN (F. F.) et CLOWARD (R. A.), *Regulierung der Armut*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1977.
- PIVEN (F. F.) et CLOWARD (R. A.), *Poor People's Movements*, New York (N. Y.), Vintage, 1979.
- PIVEN (F. F.) et CLOWARD (R. A.), « Collective Protest : A Critique of Resource Mobilization Theory », *International Journal of Politics, Culture and Society*, 4 (4), 1991, p. 435-458.
- PNUD, *Democracy in Latin America*, 2004.
- RASLER (K.), « Concessions, Repression and Political Protest in the Iranian Revolution », *American Sociological Review*, 61 (1), février 1996, p. 132-152.
- RAUCH (J.), « State, Civil Society and Police Reform in South Africa », communication, *The International Society of Criminology Conference*, Budapest, août 1993.
- RAYMOND (M.), *Riots, Revolts and Insurrections*, Springfield (Ill.), Charles C. Thomas Publisher, 1967.
- REED (D.) et ADAMSON (O.), *Miners Strike 1984-1985 : People Versus State*, Londres, Larkin Publications, 1985.
- REINER (R.), *The Politics of the Police*, Brighton, Wheatsheaf, 1992 [rééditions en 1999 et 2000].
- REINER (R.), « Policing, protest, and disorder in Britain », Florence, Institut universitaire européen, Centre Robert-Schuman, *Working Paper*, 1996.
- REINHARD (H.), *Allgemein Polizeirecht*, Berne, Haupt, 1993.
- REITER (H.), « Police and Public Order in Italy, 1944-1948. The Case of Florence », Florence, Institut universitaire européen, Centre Robert-Schuman, *Working Paper*, 1996a.
- REITER (H.), « Le forze di polizia e l'ordine pubblico in Italia dal 1944 al 1948 », *Polis*, 1996b.
- REPUBLIC OF SOUTH AFRICA, « Regulation of Gatherings Act. Act n° 205 of 1993 », *Government Gazette*, 343 (15446), Cape Town, Government Printer, 1994.
- Rikspolisstyrelsens utvärdering av EU-kommenderingen i Göteborg år 2001, RPS ([www.polisen.se/inter/mediacache/4347/3473/gbgrappport.PDF](http://www.polisen.se/inter/mediacache/4347/3473/gbgrappport.PDF)).
- ROCHFORD (E. B., Jr), *Hare Krishna in America*, New Brunswick (N. J.), Rutgers University Press, 1991.
- RODDI (C.), *La polizia di sicurezza*, Milan, Giuffrè, 1953.
- ROLLO (J.), « The Special Patrol Group », dans P. HAIN (ed.), *Policing the Police*, Londres, John Calder, 1980, p. 153-206.
- ROOTES (C. A.), « On the Future of Protest Politics in Western Democracies - A Critique of Barnes, Kaase et al., *Political Action* », *European Journal of Political Research*, 9, 1981.
- ROSENAU (J.), *Turbulence in World Politics : A Theory of Change and Continuity*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1990.
- ROWELL (J.), « L'histoire sociale de l'État RDA vue à travers le prisme de la politique du logement », Berlin, Centre Marc-Bloch, *Working Paper*, 6, juin 2002.
- RUCHT (D.), « Social Movement Sectors in France and Germany since 1968 », dans M. Mayer (ed.), *New Social Movements : European and Working Paper American Traditions*, Londres, Unwin Hyman, 1995, p. 88-115.
- RUCHT (D.) et al. (eds), *Acts of Dissent. New Development of the Study of Protest*, Berlin, Sigma Press, 1998.
- RYBCZYNSKI (W.), « The New Downtowns », *The Atlantic Monthly*, mai 1993, p. 98-106.

- SABATIER (M.), *La Coopération policière européenne*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- SACK (F.), « Die Eskalation von Gewalt : Die Transformation politischer in gewaltbesetzte Konflikte », dans P. A. Albrecht et O. Backes, *Verdeckte Gewalt*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1990, p. 111-137.
- SAHLINS (M.), *Des îles dans l'histoire*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1989 [trad. de l'anglais, 1985].
- SAN FRANCISCO POLICE DEPARTMENT, *San Francisco Police Department Crowd Control Manual*, San Francisco (Calif.), San Francisco Police Department, 1989.
- SANDORA (J. A.) et PETERSEN (R. C.), « Crowd Control and the Small Police Department », *FBI Law Enforcement Bulletin*, décembre 1980, p. 2-5.
- SANNINO (A.), « Le forze di polizia nel secondo dopoguerra (1945-1950) », *Storia contemporanea*, 16, 1985, p. 427-485.
- SARDINO (T.), « The Demonstration Experience at Syracuse University », *Campus Law Enforcement Journal*, septembre-octobre 1985, p. 33-34.
- SAUNDERS (S.), « A Preventive Approach to Public Order », dans C. Critcher et D. Waddington (eds), *Policing Public Order : Theoretical and Practical Issues*, Aldershot, Avebury, 1996, p. 117-143.
- SAXER (U.), *Die Grundrechte und die Benutzung öffentlicher Strassen : eine Untersuchung der Bundesgerichtspraxis unter Berücksichtigung deutscher Entscheidungen*, Zurich, Schulthess, 1988.
- SCARMAN (L.), *The Red Lion Square Disorders of 15 June 1974*, Londres, Parliamentary Papers, Cmnd 5919, 1975.
- SCHÄDLICH (H.-J.), « Akteneinsicht, Aktion "Störenfried" », dans H.-J. Schädlich (Hrsg.), *Aktenkundig*, Berlin, Rowohlt, 1992, p. 91-153.
- SCHEDLER (A.), « Taking Uncertainty Seriously : The Blurred Boundaries of Democratic Transition and Consolidation », *Democratization*, 8 (4), hiver 2001, p. 1-22.
- SCHELLING (T.), *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, coll. « Perspectives internationales », 1986 [trad. de l'américain, 1960].
- SCHLESINGER (P.), « Rethinking the Sociology of Journalism : Source Strategies and the Limits of MediaCentrism », dans M. Ferguson (ed.), *Public Communication : The New Imperatives*, Londres, Sage, 1990, p. 61-83.
- SCOTT (J.), *Domination and the Arts of Résistance. Hidden transcripts*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1990.
- SEMİZ (E.), « Çevik Kuvvet Birimlerinin Yeniden Yapılandırılması. Fransız Çevik Kuvvet Birimleri (CRS) Örneğinden Alınabilecek Dersler », *Polis Dergisi*, 22, 2000, p. 117-127.
- SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ, *L'Antimondialisation, un phénomène en pleine expansion*, Rapport n° 2000/08, novembre 2000.
- SEVER (O.), « İnsan Hakları ve Toplumsal Olaylar Boyutuyla Kamu Asayışı Polisliği », *Polis Dergisi*, 19, 1999, p. 124-135.
- SEWELL (W.), « Historical Events as Transformation of Structures. Inventing Revolution at the Bastille », *Theory and Society*, 25, 1996a.
- SEWELL (W.), « Three Temporalities. Toward an Eventful Sociology », dans T. McDonald, *The Historic Turn in the Human Sciences*, Ann Arbor (Mich.), University of Michigan Press, 1996b, p. 245-280.
- SHATZ (S.), « A Difficult Birth : Dissent, Opposition, and Murder in the Rise of Mexico's Partido de la Revolución Democrática (PRD) », *Political Opportunities, Social Movements, and Democratization*, 23, 2001, p. 255-296.
- SHAW (M.), « Point of Order : Policing the Transition », dans S. Friedman et D. Atkinson (eds), *The Small Miracle : South Africa's Negotiated Settlement*, *South African Review*, 7, 1994, p. 204-227.
- SHEARD (K.), *Boxing in the Civilizing Process*, thèse d'État non publiée, Cambridge, Anglia, Polytechnic, 1992.
- SHEARING (C.), « Transforming the culture of policing : Thoughts from South Africa », *The Australian and New Zealand Journal of Criminology*, numéro spécial, 1995, p. 54-61.
- SHEPTYCKI (J.), « Surveillance, Closed Circuit Television and Social Control », *Policing and Society*, 9 (4), 2000, p. 429-434.
- SIMÉANT (J.), *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- SKOLNICK (J. H.), *The Politics of Protest*, New York (N. Y.), Simon and Schuster, 1969.
- SKOLNICK (J. H.), *The Politics of Protest : Violent Aspects of Protest and Confrontation. A Staff Report to The National Commission on the Causes and Prevention of Violence*, Honolulu (Hawaii), University Press of the Pacific, 2002 [1<sup>re</sup> éd. 1969].
- SKOLNICK (J. H.) et FYFE (J. J.), *Above the Law : Police and the Excessive Use of Force*, New York (N. Y.), Free Press, 1993.
- SMELSER (N. J.), *Theory of Collective Behavior*, New York (N. Y.), Free Press, 1962.
- SMITH (J.), « Globalizing Resistance : The Battle of Seattle and the Future of Social Movements », dans J. Smith et H. Johnston (eds), *Globalization and Resistance : Transnational Dimensions of Social Movements*, Lanham (Md.), Rowman and Littlefield, 2002.
- SMITH (J.), CHATFIELD (C.) et PAGNUCCO (R.), *Transnational Social Movements and Global Politics. Solidarity beyond the State*, New York (N. Y.), Syracuse University Press, 1997.
- SMOLLA (R. A.), *Free Speech in an Open Society*, New York (N. Y.), Knopf, 1992.

- SNOW (D.), « Analyse de cadres et mouvements sociaux », *Raisons pratiques*, « Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques », 12, 2001, p. 27-50.
- SNOW (D.) et BENFORD (R.), « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », dans B. Klandermans et al. (eds), *From Structure to Action. Comparing Social Movement Research Across Culture*, Greenwich, JAI Press, 1988, p. 197-217.
- SOMMIER (I.), *Analyse des services d'ordre CGT et CFDT*, mémoire de DEA, dactyl., Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1990.
- SOMMIER (I.), *La Forclusion de la violence politique : ouvriers/intellectuels en France et en Italie depuis 1968*, thèse, Paris, Université Paris I, 1993.
- SOMMIER (I.), *La Violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998.
- SOMMIER (I.), *Les Nouveaux Mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.
- SOUTH (N.), *Policing for Profit : The Private Security Sector*, Londres, Sage, 1988.
- SOUTH (N.), « Reconstructing Policing : Differentiation and Contradiction in Post-War Private and Public Policing », dans R. Matthews (ed.), *Privatizing Criminal Justice*, Londres, Sage, 1989, p. 76-104.
- SOUTH AFRICAN POLICE SERVICE, *Report by the Technical Team on Public Order Policing*, 27 juillet 1995a.
- SOUTH AFRICAN POLICE SERVICE, *Act n° 16731*, octobre 1995b.
- SOUTH AFRICAN POLICE SERVICE, *Public Order Police Policy Document on Crowd Management*, décembre 1996.
- SPIELMANN (A.), *L'Aventure socialiste genevoise, 1930-1936. De l'opposition à l'émeute – de l'émeute au pouvoir – du pouvoir à l'opposition*, Lausanne, Payot, 1981.
- STARK (R.), *Police Riots : Collective Violence and Law Enforcement*, Belmont (Calif.), Wadsworth, 1972.
- STEAD (P. J.), *The Police of Britain*, Basingstoke, Macmillan, 1985.
- STEVENSON (J.), « The BUF, the Metropolitan Police and Public Order », dans K. Lunn et R. C. Thurlow (eds), *British Fascism*, Londres, Croom Helm, 1980.
- STEYTLER (N.), « Policing "Unrest" : The Restoring of Authority », *Acta Juridica*, 1989, p. 234-262.
- STRAUGHN (J.), « "Taking the State at its Words". The Arts of Consensual Contention in the German Democratic Republic », *American Journal of Sociology*, 110 (6), mai 2005, p. 1598-1650.
- SÜB (W.), *Staatssicherheit am Ende. Warum es den Mächtigen nicht gelang, 1989 eine Revolution zu verhindern*, Berlin, Christopher Links, 1999 [2<sup>e</sup> éd.].
- SWEDISH NGO FOUNDATION FOR HUMAN RIGHTS et SWEDISH HELSINKI COMMITTEE FOR HUMAN RIGHTS, *Alternative Report to the Human Rights Committee. With Respect to Sweden's Commitments under the International Covenant on Civil and Political Rights*, mars 2002.
- T. C. İçişleri Bakanlığı Emniyet Genel Müdürlüğü Araştırma Planlama ve Koordinasyon Dairesi Başkanlığı, « Çevik Kuvvet Polisinin Toplumsal Olaylardaki Çalışmasına Tesir Eden Faktörler », publication n° 127, recherche n° 24, *Polis Dergisi*, supplément, 21, 1998.
- TACKETT (T.), *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997 [trad. de l'anglais, 1996].
- TAFT (P.) et ROSS (P.), « American Labor Violence : Its Causes, Character, and Outcome », dans H. G. Graham et T. R. Gurr (eds), *Violence in America*, Londres, Sage, 1979, p. 187-241.
- TANÖR (B.), *Türkiye'nin İnsan Hakları Sorunu*, Istanbul, BDS Yayınları, 1994 [3<sup>e</sup> éd.].
- TARROW (S.), *Democracy and Disorder : Protest Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989a.
- TARROW (S.), « Struggle, Politics and Reform, Collective Action, Social Movements, and Cycles of Protest », *Western Society Papers*, 21, 1989b.
- TARROW (S.), *Power in Movement : Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- TARROW (S.), « The Europeanisation of Conflict : Reflections from a Social Movement Perspective », *West European Politics*, 18 (2), avril 1995, p. 223-251.
- TARROW (S.), « Fishnets, Internets, Carnets : Globalization and Transnational Collective Action », Madrid, Centro de Estudios Avanzados en Ciencia Sociales, *Working Paper*, mars 1996.
- TARROW (S.), « Studying Contentious Politics. From Event-Ful History to Cycles of Collective Action », dans D. Rucht, R. Koopmans et F. Neidhardt (eds), *Acts of Dissent. New Developments in the Study of Protest*, Berlin, Wissenschaftszentrum-Sigma, 1998, p. 33-64.
- TARTAKOWSKY (D.), *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.
- The Argus*, Cape Town, 21 mars 1985.
- THURLLOW (R.), *Fascism in Britain : A History, 1918-1985*, Oxford, Blackwell, 1987.
- THURLLOW (R.), « Blaming the Blackshirts : The Authorities and the Anti-Jewish Disturbances in the 1930s », dans P. Panayi, *Racial Violence in*



- Britain, 1840-1950, Leicester, Leicester University Press, 1993, p. 112-129.
- TILLY (C.), *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978.
- TILLY (C.), *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.
- TILLY (C.), *Coercion, Capital and European States, A.D. 990-1990*, Oxford, Blackwell, 1990.
- TILLY (C.), « Domination, Résistance, Compliance... Discourse », *Sociological Forum*, 6 (3), 1991, p. 593-602.
- TILLY (C.), « Réclamer viva voce », *Cultures et Conflits*, « Violences urbaines : le retour du politique », 5, 1992, p. 109-126.
- TOKSÖZ (F.), « Kolluk Kuvvetleri », *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, tome 6, Istanbul, İletişim Yayınları, 1996, p. 1626-1636.
- TOURAINE (A.), *La Voix et le Regard*, Paris, Le Seuil, 1978.
- TOWNSEND (C.), « Policing Insurgency in Ireland, 1914-1923 », dans D. M. Anderson et D. Killingray (eds), *Policing and Decolonisation : Politics, Nationalism and the Police, 1917-1965*, Manchester, Manchester University Press, 1992, p. 22-41.
- TOWNSEND (C.), *Making the Peace : Public Order and Public Security in Modern Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1993.
- TRAUGOTT (M.), *Armies of the Poor. Determinants of Working-Class Participation in the Parisian Insurrection of June 1848*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1985.
- TRAUGOTT (M.) (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham (N. C.), Duke University Press, 1995.
- TRIBE (L. H.), *American Constitutional Law*, New York (N. Y.), Mineola Foundation Press, 1988 [2<sup>e</sup> éd.].
- TUCHMAN (G.), *Making News : A Study in the Construction of Reality*, New York (N. Y.), Free Press, 1978.
- TÜRKMEN (M.), « Toplumsal Olay Psikolojisi ve Polisin Rolü », *Polis Dergisi*, 26, 2001.
- US GOVERNMENT PRINTING OFFICE, *Federal Register*, Washington (D. C.), Department of the Interior, National Park Service, 24, 1959, p. 9948-9969.
- US GOVERNMENT PRINTING OFFICE, *Code of Federal Regulations Section 36 : Parks, Forests, and Public Property*, Washington (D. C.), Office of the Federal Register, National Archives and Records Administration, 1993, p. 1-135.
- UYSAI (A.), « Devletin güvenliği ve toplumsal muhalefet eylemleri : Kalemli Çete örneği », *Birikim*, 146, 2001, p. 64-84.
- UYSAI (A.), « Maintien de l'ordre et les risques liés aux manifestations de rue », dans G. Dorronsoro, *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005, p. 31-50.
- VAN DER SPUY (E.), « Literature on the Police in South Africa : An Historical Perspective », *Acta Juridica*, 1989a, p. 262-290.
- VAN DER SPUY (E.), « Recent Trends in Policing Studies », *South African Sociological Review*, 2 (1), 1989b, p. 44-60.
- VIDAL (J.), « In the Forest, in the Dark », *Guardian*, 25 janvier 1996a, p. 2-3.
- VIDAL (J.), « The Bypass of Justice », *Guardian*, 9 avril 1996b, p. 13.
- VITTRUP (K.), *Operation*, Copenhagen, Københavns Politi, 2002a.
- VITTRUP (K.), *Strategi*, Copenhagen, Københavns Politi, 2002b.
- VOGLER (R.), *New Directions in Criminology. Reading the Riot Act : The Magistracy, the Police and the Army in Civil Disorder*, Milton Keynes, Open University Press, 1991.
- WADDINGTON (D.), *Contemporary Issues in Public Disorder. A Comparative and Historical Approach*, Londres, Routledge, 1992.
- WADDINGTON (D.), CRITCHER (K.) et JONES (C.), *Flashpoints : Studies in public Disorders*, Londres, Routledge, 1989.
- WADDINGTON (P. A. J.), « Towards Paramilitarism ? Dilemmas in Policing Civil Disorder », *British Journal of Criminology*, 27 (1), hiver 1987, p. 37-46.
- WADDINGTON (P. A. J.), *The Strong Arm of the Law : Armed and Public Order Policing*, Oxford, Oxford University Press, 1991.
- WADDINGTON (P. A. J.), « Dying in a Ditch : the Use of Police Powers in Public Order », *International Journal of the Sociology of Law*, 21, 1993a, p. 335-353.
- WADDINGTON (P. A. J.), « The Case Against Paramilitary Policing Considered », *British Journal of Criminology*, 33 (3), été 1993b.
- WADDINGTON (P. A. J.), *Liberty and Order : Policing Public Order in a Capital City*, Londres, UCL Press, 1994.
- WADDINGTON (P. A. J.), « Public Order Policing : Citizenship and Moral Ambiguity », dans F. Fleishman, B. Loveday et S. P. Savage, *Core Issues in Policing*, Londres, Longman, 1996, p. 114-30.
- WADDINGTON (P. A. J.), « Armed and Unarmed Policing », dans R. I. Mawby (ed.), *Policing Across the World*, Londres, UCL Press, 1997, p. 147-176.
- WADDINGTON (P. A. J.), « Controlling Protest in Contemporary Historical and Comparative Perspective », dans D. Della Porta et H. Reiter (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998, p. 117-142.
- WAGMAN (R. J.), *The First Amendment Book*, New York (N. Y.), Pharos Book, 1991.

- WAHLSTRÖM (M.), « Tillit och föreställningar : Kommunikation mellan aktivister och polis ur ett aktivistperspektiv », manuscrit non publié, CD essay, Göteborg, Göteborg University, Department of Sociology, 2002.
- WAILSTRÖM (M.), « Trust and Performances : Communication Between Police and Protesters, From an Activist Perspective », communication, *The Conference of the European Sociological Association*, Murcie, septembre 2003.
- WALKER (J. L., Jr), *Mobilizing Interest Groups in America : Patrons, Professions, and Social Movements*, Ann Arbor (Mich.), University of Michigan Press, 1985.
- WALKER (S.), *In Defense of American Liberties : A History of the ACLU*, Oxford, Oxford University Press, 1990.
- WALSH (E.), « This Time Around, Police Take Polite Approach to Protests », *The Washington Post*, 30 août 1996, A30, A40.
- WARREN (E.) et WARREN (J.), « No Lemmings here », *Chicago Tribune*, 30 août 1996, section 2, p. 2.
- WEINBERGER (B.), *Keeping the peace? Policing strikes in Britain, 1906-1926*, Oxford, Berg, 1991.
- WEIR (S.), « The Picket's Eye View », *New Society*, 40 (769), 1977, p. 655-657.
- WEISS (R. P.), « Private Detective Agencies and Labour Discipline in the United States, 1855-1946 », *Historical Journal*, 29 (1), 1986, p. 87-107.
- WEISS (R. P.), « From "Slugging Detective" to "Labor Relations" : Policing Labour at Ford, 1930-1947 », *Sage Criminal Justice System Annuals*, 23, 1987, p. 110-130.
- WESTERSTAHL (J.) et JOHANSSON (F.), « News Ideologies as Molders of Domestic News », *European Journal of Communication*, 1, 1986, p. 146-147.
- WHITTAKER (C.), « The Causes and Effect Upon Public Order of Planned Mass Violations of Our Laws », *The Police Chief*, 34 (4), 1964, p. 12-22.
- WHITTAKER (C.), « The Effects of Planned, Mass Disobedience of Our Laws », *FBI Law Enforcement Bulletin*, 35 (9), 1966, p. 9-13 et p. 25.
- WIKTOROWICZ (Q.), *The Management of Islamic Activism. Salafis, the Muslim Brotherhood, and State Power in Jordan*, New York (N. Y.), Suny Press, 2001.
- WIKTOROWICZ (Q.) (ed.), *Islamic Activism. A Social Movement Theory*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.
- WILLEMS (H.) et al., *Demonstranten und Polizisten. Motive, Erfahrungen und Eskalationsbedingungen*, Munich, Juventa, 1988.
- WILSHER (P.) (ed.), *Strike : Thatcher, Scargill and the Miners*, Londres, Coronet, 1985.
- WINTER (M.), *Polizeitheorie und Protest Policing. Entwicklung des politischen Selbstverständnisses der Polizei der Bundesrepublik Deutschland zwischen 1960 und 1990*, Diplomarbeit, Nuremberg, Université de Nuremberg, 1992.
- WINTER (M.), « Police Philosophy and Protest Policing in the Federal Republic of Germany, 1960-1990 », dans D. Della Porta et H. Reiter (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998, p. 188-212.
- WISLER (D.), *Violence politique et mouvements sociaux. Étude sur les radicalisations sociales en Suisse durant la période 1969-1990*, Genève, Georg, 1994.
- WISLER (D.), « The Police Reform in Bosnia and Herzegovina », article non publié, janvier 2005.
- WISLER (D.), BARRANCO (J.), GENTILE (P.) et JEGEN (M.), « État, violence politique et interactions », *Revue suisse de science politique*, 2, 1996, p. 19-46.
- WISLER (D.), BARRANCO (J.) et TACKENBERG (M.), « Police, Mass Demonstrations and Politics », communication, *The Second European Conference on Social Movements*, Vitoria, 2-5 octobre 1996.
- WISLER (D.) et KRIESI (H.), « Decisionmaking and Style in Protest Policing. The Cases of Geneva and Zurich », Florence, Institut universitaire européen, Centre Robert-Schuman, *Working Paper*, 1996.
- WISLER (D.) et KRIESI (H.), « Public Order, Protest Cycles, and Political Process : Two Swiss Cities Compared », dans D. Della Porta et R. Reiter (eds), *Policing Protest : The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998, p. 1-116.
- WISLER (D.) et TACKENBERG (M.), « The Role of the Police : Image or Reality ? », dans R. Bessel et C. Emsley (eds), *Patterns of Provocation : Police and Public Disorder*, Oxford, Bergham Books, 2000, p. 121-142.
- WISLER (D.) et TACKENBERG (M.), *Des pavés, des matraques et des caméras*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2003.
- WOLLE (S.), *Die heile Welt der Diktatur. Alltag und Herrschaft in der DDR, 1971-1989*, Berlin, Christopher Links, 1998.
- WORDEN (R. E.), « Situational and Attitudinal Explanations of Police Behavior. A Theoretical Reappraisal and Empirical Reassessment », *Law and Society Review*, 23 (4), 1989, p. 667-711.
- WRIGHT (P.), *Policing the coal industry dispute in South Yorkshire*, Sheffield, South Yorkshire Police, 1985.
- ZAVOLI (S.), « La notte della repubblica », *L'Unità*, supplément, 17-19 et 22 janvier 1994.

ZOONEN (E. VON), « The Women's Movement and the Media : Constructing a Public Identity », *European Journal of Communication*, 7 (4), 1990, p. 453-476.

ZWERMEN (G.) et STEINHOFF (P.), « When Activists Ask for Trouble : State-Dissident Interactions and the New Left Cycle of Resistance in the United-States and Japan », dans C. Davenport, H. Johnston et C. Mueller (eds), *Repression and Mobilization*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 2005, p. 85-106.